

ENQUÊTE CALAIS, LES MIGRANTS N'AFECTENT PAS LE BUSINESS

IMPACTS.

Le magazine économique de l'EJT

" Ce n'est pas parce que c'est de l'économie que c'est assommant "

ÉDITION DE DÉCEMBRE 2021

Présidentielle 2022 : déficit d'économie

Le débat reste centré sur les questions régaliennes
alors que le pouvoir d'achat préoccupe les électeurs



**COVID REQUIEM POUR LES
BOÎTES DE NUIT**

**RÉGION UN FOIE PAS
SI GRAS**

EDITORIAL

Par Kylian PRÉVOST et Claire SICARD

L'économie à l'économie

Les jeux sont faits, rien ne va plus. Dans quatre mois, 30 millions de Français voteront pour désigner un chef d'État. Pour l'heure et en cette fin d'année, le paysage politique se dessine au fur et à mesure que les candidatures officielles se révèlent. Eric Zemmour ou encore Valérie Pécresse... Reste désormais Emmanuel Macron qui annoncera sa candidature le plus tardivement possible. Les pions sont avancés. Qui prendra la place du roi ? Sur scène, les candidats défilent et répètent leurs gammes. De meetings en plateaux télé, les éléments de langage nous rappellent que la discorde prospère. À droite, immigration, sécurité nationale, et autres vieux poncifs continuent de mener la partie. À gauche, « greenwashing », développement durable et réchauffement climatique donnent le tempo. Et l'économie dans tout ça ? Incompréhension ou lacheté sur cette question traditionnellement reléguée au rang de mal-aimée. Or n'en déplaise aujourd'hui, la principale préoccup-



tion des Français demeure le pouvoir d'achat. Alors cette diagonale du fou qui consiste à reléguer l'économie au second plan peut-elle longtemps perdurer ? Difficile à croire, tant les effets de la crise sanitaire et la poussée d'inflation s'imposent dans le débat politique. Éric Zemmour toujours habile dans la surprise pourrait être le premier à inverser la tendance. Son face-à-face avec Bruno Le Maire a immanquablement laissé entrevoir un changement de stratégie. Il s'est aventuré sur le terrain de l'économie. Et Valérie Pécresse dans tout ça, quand se souviendra-t-elle qu'elle a été Ministre du Budget ? Gageons qu'une fois lancé, Emmanuel Macron leur fera face, bien déterminé à poursuivre sa politique du ruissellement et du en même temps. Pour autant, à droite comme à gauche, tous le savent, on ne gagne pas une élection sans faire rêver. Le 10 avril prochain, il appartiendra donc aux candidats, dans leur ensemble de promouvoir leurs mesures économiques avec autant d'esthétisme que de convictions.

CONFIDENTIEL

Les cryptomonnaies consomment-elles du renouvelable ?

Critiquée pour son impact sur l'environnement, la cryptomonnaie utiliserait 80 % des énergies renouvelables. La raison ? Ces dernières ont leurs limites, elles ne fonctionnent pas forcément quand on en a besoin. Or les échanges en bitcoin, eux, fonctionnent 24 heures sur 24. Par conséquent, l'énergie peut se vendre quand personne n'en achète. Valentin Demé, journaliste spécialisé dans la cryptomonnaie, va même plus loin et évoque « *un moyen d'aller vers plus d'électricité verte* ». Une vision qui divise !

Un démantèlement à la baisse

De part et d'autre du Rhin, le démantèlement des centrales n'a pas le même coût. En Allemagne, la fin de vie d'un réacteur de 1000 MW/h est évalué à un milliard, alors qu'en France EDF prévoit entre 350 et 400 millions. Les Allemands seraient-ils trop pointilleux ou les Français trop économes ?

Une affection des Européens pour l'Euro

Dans la zone euro, 79% des personnes interrogées se disent favorables à l'Union économique et monétaire et à l'euro. Il s'agit là du meilleur score depuis 2004. « *Nous avons construit cette monnaie depuis 20 ans et la confiance en celle-ci est partagée aujourd'hui dans le monde entier* », fait valoir Stéphane Jacoupy, professeur agrégé d'économie à Strasbourg.



Directeur de publication Pierre Ginabat

Directeur de rédaction Franck Bouaziz

Rédacteurs en chef Claire Sicard et Kylian Prévost

Cheffe technique Agathe Crunchant

Secrétaires de rédaction Amélie Beynac, Clément Cressiot, Mathilde Gendron, Louise Fretet, Jordan Lasserre, Salomé Pineda, Lucas Rojouan, Rémi Surrans

Iconographe Raphaël Bazile

NUMÉRO ISSN : 1958-850X

SOMMAIRE

Monde

- 4 L'UE tisse sa propre route de la soie
- 5 Maxi commande pour micro État
- 6 Le tennis mondial prêt à smasher la Chine
- 7 À 20 ans, l'Euro affiche sa maturité

Cryptomonnaie : l'électricité en proie aux nouveaux mineurs

Dossier

- 8 L'économie, parent pauvre des candidats
- 10 Emmanuel Macron, en marche forcée
Ce que pensent les candidats de l'actuel président
- 12 Valérie Pécresse, retour vers le passé
- 13 J.L Mélenchon insoumis au marché et à l'UE
- 14 Éric Zemmour plus colbertiste que Colbert
- 15 Le Pen courtise les héritiers
- 16 Yannick Jadot, vert tendance pragmatique
- 17 Anne Hidalgo en panne d'idées fortes

France

- 18 L'industrie de la nuit se fait un sang d'encre
- 19 Risque de pénuries sous le sapin de Noël
- 20 Maison secondaire : l'autre campagne

Région

- 21 Scopelec aux abonnés absents
- 22 Le faux-gras titille les estomacs

Sport

- 23 Qatar 2022 : un Mondial à tout prix

Enquête

- 24 à 27 À Calais, les affaires continuent

Environnement

- 28 Le gaz au bord de la crise de manque
- 29 Le coût explosif du nucléaire français

Culture

- 30 Canal+ tope avec le cinéma français
- 31 Musique en ligne : à qui profite le stream ?

Portrait

- 32 Le Deliveroo occitan de la lunette

L'UE tisse sa propre route de la soie

La Commission européenne va mobiliser jusqu'à 300 milliards d'euros pour développer un réseau mondial de transports numérique et physique. Une arme destinée à contrer l'expansionnisme chinois.

Un « Portail mondial » pour faire du business de manière planétaire. La Commission européenne tient sa riposte aux désormais célèbres routes de la soie, lancées en 2013 et dotées d'un budget de 1 000 milliards de dollars pour connecter 65 pays. Concrètement entre 2021 et 2027, le Global Gateway investira dans plusieurs domaines tels que le numérique, les transports, la santé, le climat, l'éducation et la recherche. Pour mener à bien ce projet, l'Union Européenne prévoit un investissement de 300 milliards d'euros qui rassemblera les États membres, leurs institutions financières et de développement ainsi que des actionnaires du secteur privé. Le Fonds européen pour le développement durable + (FEDD +) doit financer jusqu'à 135 milliards d'euros. Une nouvelle initiative avec la Banque européenne d'investissement pourrait permettre un apport de 25 milliards d'euros supplémentaires. De leur côté, les institutions financières et de financement du développement ont prévu jusqu'à 145 milliards d'euros d'investissements. Et 18 milliards d'euros proviendront de subventions des programmes d'aide extérieure à l'Union Européenne. Par ailleurs, pour financer sa coopération avec les états tiers, Ursula von der Leyen a également annoncé un objectif de dépenses de 35 % pour les actions en faveur du climat.

Une promotion aux valeurs et principes européens

Au-delà du commerce, le Global Gateway a également une ambition politique. Bien que ce ne soit pas explicitement formulé par Bruxelles, ce programme européen prend le contre-pied du projet d'investissement chinois. La présidente de la Commission européenne a notamment insisté sur l'exigence d'un haut niveau de transparence et de partenariats égaux



Global Gateway s'inscrit dans le cadre de l'agenda 2030 des Nations Unies et de l'Accord de Paris. ©AFP

avec les pays tiers. Michel Fouquin, conseiller au Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), précise : « Les montants des contrats, les conditions de prêts entre la Chine et ses pays partenaires pour les nouvelles routes de la soie devraient être transparents or ça ne l'est pas ». Il poursuit : « L'un des exemples les plus frappants est celui du Sri Lanka qui a cédé le port, l'aéroport et la région autour duquel le projet a été construit aux autorités chinoises pour les 99 années à venir parce qu'il était incapable de rembourser son prêt. » Il vise également à promouvoir les valeurs démocratiques ainsi que le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales. Mais l'Europe ne pourra pas traiter uniquement avec des pays aux valeurs démocratiques aussi dessinées qu'elle pour étendre sa connectivité. Franck Arrii, représentant de la Commission européenne en France, affirme : « Nous ne commerçons pas qu'avec des démocraties,

dans ce type de contrat nous insérons des clauses spécifiques pour promouvoir notre modèle démocratique. »

Une présence historique

Malgré l'enveloppe considérable présentée par l'UE, cette dernière paraît très réduite comparé à celle de l'initiative chinoise. Cependant, l'Europe pourrait se présenter comme un concurrent crédible selon Michel Fouquin. « L'Europe a moins de poids financier comparé à la Chine qui représente 14 % du commerce mondial, c'est un acteur économique d'investissement historique. Elle pourrait donc peser davantage, tout en intégrant le fait que son programme est plus qualitatif pour les pays tiers », analyse-t-il. La cavalerie légère européenne fera-t-elle le poids face à l'artillerie lourde chinoise ?

Léonie OUTTIER

Maxi commande pour micro-Etat

Le 3 décembre, la France a vendu 80 avions Rafale aux Émirats arabes unis. Une commande de 17 milliards d'euros pour cet émirat dont l'influence et la puissance militaire s'affirment au Moyen-Orient.

Le contrat de l'année. 80 avions de combat Rafale, 12 hélicoptères de transports livrés par Airbus et des missiles d'armement. À l'occasion de leur 50 ans d'existence, les Émirats arabes unis (EAU) se sont offert un coûteux cadeau de 17 milliards d'euros. Une aubaine pour l'économie française puisque ce deal représente 7 000 emplois au sein de 400 entreprises. Le principal bénéficiaire : le constructeur aéronautique Dassault. Cette commande est la plus importante jamais obtenue à l'international pour cet avion de chasse français depuis son entrée en service en 2004.

La livraison commencera à partir de 2027. Les EAU « ont la volonté de se montrer comme un bon élève dans la région aux yeux des Occidentaux en termes de développement et de sécurité », affirme Sébastien Boussois, chercheur en science politique à l'Université de Bruxelles. De cette volonté est né le « partenariat stratégique de coopération militaire et sécuritaire » signé avec la France en 1996. « Cette vente de Rafale vient couronner une convergence de vues, d'objectifs stratégiques et une affinité dans la pensée entre Mohammed ben Zayed (MBZ) et Emmanuel Macron », précise Anne Gadel, consultante spécialiste du Moyen-Orient à la fondation Jean Jaurès.

En ce sens, un rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France montre que les Emirats sont le cinquième client le plus important de l'industrie de défense française sur la décennie 2011-2020, avec 4,7 milliards d'euros de prises de commandes. Et cela, avant même cet accord historique.

« Petite Sparte du Moyen-Orient »

« Il est bien clair que ces avions ont une vocation de lutte contre le terrorisme », a affirmé vendredi 3 décembre sur *franceinfo* Hervé Grandjean, porte-parole du ministère

des Armées. Officiellement, oui. La réalité géostratégique est quelque peu différente comme l'analyse Anne Gadel : « L'acquisition de ces Rafale, c'est surtout un moyen d'asseoir leur puissance. »

Les EAU, coincés entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, n'ont pas eu d'autre choix que de s'imposer en tant que force régionale dès leur indépendance en 1971. Petit État mais avec une grande capacité militaire, les Émirats ont réussi à étendre leur influence dans le Moyen-Orient. Ils sont le cinquième importateur d'armes du monde selon la base de données de Sipri sur la période 2010-2019. L'armée émirienne est connue pour être l'une des plus performantes de la région. Depuis l'arrivée au pouvoir de Mohamed ben Zayed en 2014, l'armée d'Abu Dhabi bénéficie de l'instauration d'un service militaire obligatoire et rassemble plus de 60 000 hommes.

Les Émirats se sont montrés très interventionnistes entre 2011 et 2015 : lutte contre les printemps arabes, interventions au Yémen et en Libye... Quel est aujourd'hui l'objectif de ce micro-Etat du Golfe ? « Ils poursuivront probablement cette stratégie de guerre par procuration qu'ils mènent dans la région pour continuer à maintenir un autoritarisme », souligne Sébastien Boussois. « Le fait d'avoir un arsenal impressionnant a une importante force dissuasive », ajoute le chercheur. Une réputation qui a valu aux EAU le surnom de « Petite Sparte du Moyen-Orient », selon l'expression de James Mattis, ancien secrétaire à la Défense de Donald Trump. Si Sparte a réussi à détrôner Athènes par sa flotte, les Rafale permettront-ils aux Émirats arabes unis de bousculer l'Iran ?

Chloé SÉMAT



Emmanuel Macron et Mohammed ben Zayed Al-Nahyane ont conclu un accord de 17 milliards d'euros. ©AFP

Le tennis mondial prêt à smasher la Chine

En réponse à la disparition temporaire de la tennismen Peng Shuai, la Women's Tennis Association (WTA) a annoncé la suspension de ses tournois en Chine, quitte à se mettre à dos un partenaire majeur.

La Chine ne l'avait pas vu venir. Steve Simon, le patron de l'association des tennismen (WTA), a mis ses menaces à exécution. Il a annoncé que la petite balle jaune ne rebondira pas sur les courts chinois jusqu'à nouvel ordre. Une réponse ferme à la situation de Peng Shuai. La joueuse de tennis de 35 ans n'est toujours pas libre de ses mouvements depuis ses accusations de viol à l'encontre de Zhang Gaoli, ancien haut dirigeant du parti communiste chinois.

La Chine rapporte des millions

La décision de Steve Simon est d'autant plus forte que l'empire du Milieu occupe une place centrale dans le tennis féminin. En 2019, dernière saison sans pandémie, le pays aux 15 millions de pratiquants a accueilli dix des soixante tournois internationaux de la saison. Des compétitions richement dotées : 27 millions de dollars de primes qui reviennent aux joueuses.

Pour couronner le tout, il y a trois ans, Shenzhen a obtenu l'organisation des dix prochains Masters du tennis féminin réunissant les huit meilleures joueuses de la saison : « Ces sommes énormes permettent à la WTA de se développer, vivre, investir, explique Carole Gomez, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques, spécialisée en géopolitique du sport. Si la WTA perd cette manne financière, il va falloir qu'elle soit capable de rebondir et de trouver d'autres partenaires. »

La Chine, avec sa population d'1,4 milliard d'individus, génère des droits télé alléchants. Pour s'en passer, il faudrait qu'une muraille se dresse contre cet État. Elle ne pourrait alors venir que de l'extérieur. Pierre-Antoine Donnet, ancien rédacteur en chef de l'AFP et correspondant en Chine, rappelle à quel point Pékin peut se fermer aux remous venus de l'étranger : « La censure des autorités chinoises est ex-



Steve Simon s'est dit « très inquiet des risques que les joueuses prendraient » en se rendant en Chine. ©AFP

trêmement efficace et la quasi totalité de la population chinoise n'est pas au courant de ce qu'il se passe. »

« La WTA doit être suivie »

À l'heure où le président du Comité International Olympique se fait le relais de la propagande du régime, en s'entretenant avec Peng Shuai, l'ATP, l'instance masculine du tennis, a refusé de suivre la WTA. Plusieurs tournois masculins doivent se tenir en Chine à partir du mois de septembre 2022. « Si le monde du sport se montre solidaire et monte au créneau, cela pourra permettre de faire basculer la situation, estime Carole Gomez. La WTA doit être suivie par les fédérations, les clubs, les sportives et sportifs. » Aucun joueur ni aucune fédération, qui saluent la décision de Steve Simon, n'ont pour l'heure annoncé un boycott. En France, le monde sportif n'a pris aucune position tranchée : « On n'a fait aucune communication à ce

sujet auprès des joueurs et des joueuses français », a confirmé Emmanuelle Leonetti, attachée de presse de la FFT. Un statu quo peu surprenant aux yeux de Carole Gomez : « Cela doit être en discussion dans les fédérations. C'est le premier qui va bouger qui fera avancer les choses. » Soutenant la décision de la WTA, le numéro 2 mondial du tennis Daniil Medvedev, illustre bien l'embarras général. Pourtant d'accord avec la WTA, il préfère ne pas se précipiter : « Si un tournoi se jouait en Chine la semaine prochaine, probablement que personne ne serait à l'aise. Mais le prochain tournoi est à l'automne, voyons comment les choses vont évoluer. » Depuis deux ans, la WTA apprend à vivre sans la Chine. Avec la pandémie, aucun tournoi ne s'y est déroulé, et le Masters féminin a été délocalisé à Guadalajara, au Mexique, cette année.

Valentin LARQUIER

À 20 ans, l'euro affiche sa maturité

D'une coopération à une véritable union, la Banque Centrale européenne a su adapter ses instruments monétaires et pousser les États européens à faire preuve de solidarité en adoptant une monnaie commune.

Le 1^{er} janvier 2022, l'euro célèbre ses vingt ans dans nos portes-monnaies. La Banque centrale européenne (BCE), lors de sa création, a une mission bien particulière : préserver sa valeur, autrement dit, maintenir un taux d'inflation autour de 2%. En échange, les États lui accordent une très forte indépendance vis-à-vis des États membres.

Clément Fontan, chercheur post-doctoral spécialisé dans la gouvernance de la zone euro détaille : « C'est le mythe du modèle de la banque centrale indépendante, la BCE a été créée avec une vision technique et dépolitisée. » La crise de la dette publique grecque en 2008 chamboule cette utopie et montre à quel point les monnaies sont des instruments foncièrement politiques. La crise des subprimes en 2007, la gestion économique contestable de la Grèce en 2009 font alors chuter les bons du trésor public grec. Entre 2010 et 2015, la BCE commence à racheter la dette grecque pour éviter in extremis une faillite de l'État. L'aide de l'institution monétaire a été dispersée de manière proportionnelle à la participation de la Grèce au capital

de la BCE, « une manière d'afficher que cet État n'a pas été aidé plus que les autres », analyse le spécialiste. Revers de la médaille, lorsque la BCE fait un plan de sauvetage, elle impose en contrepartie des mesures d'austérité fortes, qui fragilisent économiquement et socialement l'État qui en bénéficie. Néanmoins, la BCE a tiré des leçons de cette pratique, comme le constate Clément Fontan : « Elle ne fera plus jamais de réformes structurelles dans un pays, et n'exigera plus une réduction violente des dépenses publiques. »

Planche à billets pour la crise sanitaire

En 2020, la zone euro est confrontée à une nouvelle turbulence : la crise sanitaire. Pour y faire face, la BCE met en place le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (PEPP) à hauteur de 1 850 milliards d'euros. En clair, l'injection massive de liquidités afin d'éviter l'asphyxie des économies européennes. « Politiquement risqué, mais économiquement efficace », estime l'expert. Avec ce mé-



Le siège de la BCE à Francfort (Allemagne). ©CC

canisme, une large part de la dette émise par les États en 2020 a été absorbée. Clément Fontan note un véritable changement : « Le discours moral tenu sur la Grèce n'est plus possible avec la pandémie, les conditions politiques sont présentes en 2020 pour assumer ce choix. » Ironie de l'histoire, la crise sanitaire aura rapproché les États pour oeuvrer en faveur d'une union monétaire, sans le moindre geste barrière.

Lucie LEFEBVRE

Cryptomonnaies : l'électricité en proie aux nouveaux mineurs

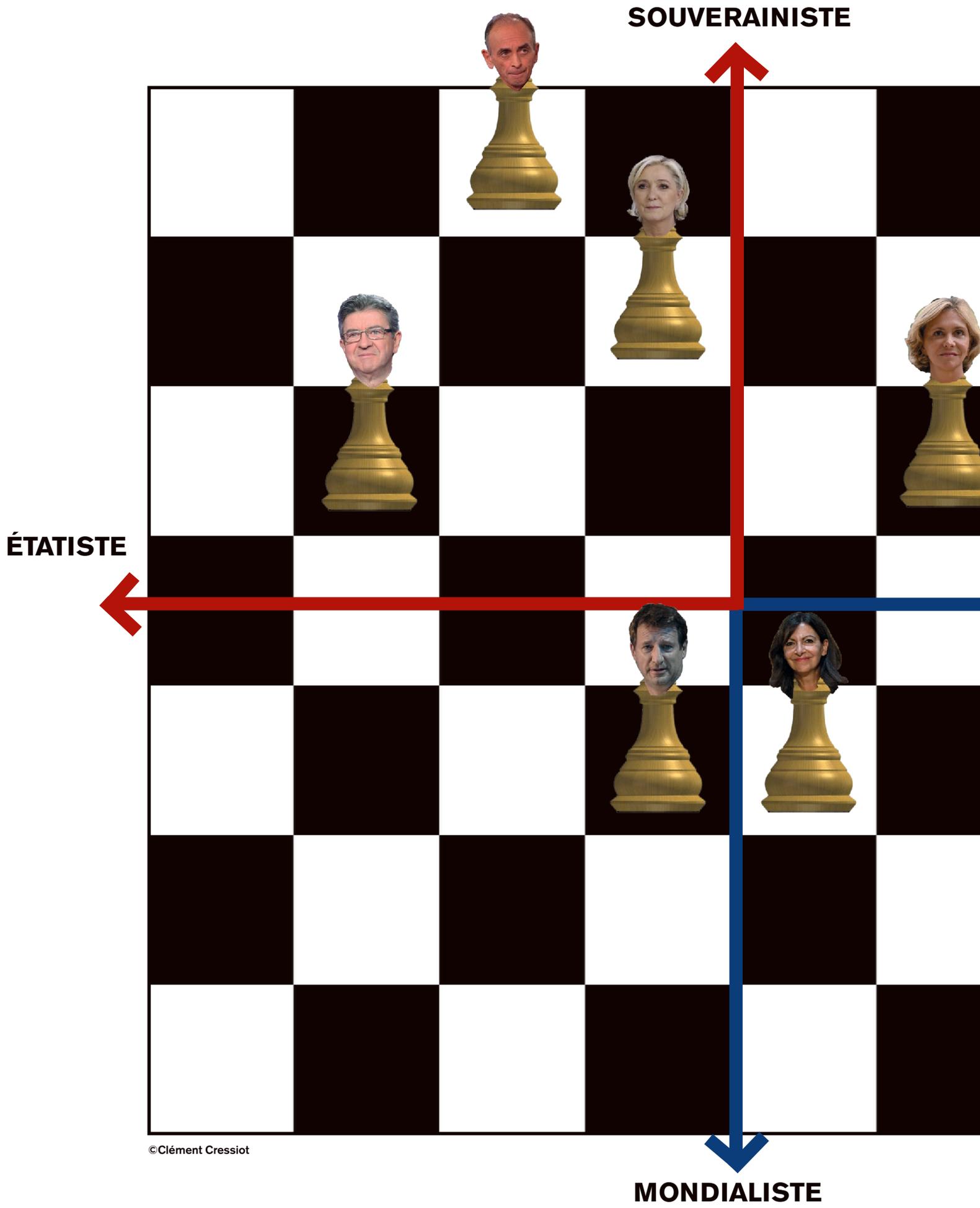
À l'approche de l'hiver, le Kazakhstan subit des coupures de courant à répétition. En cause : la sécurisation des transactions en cryptomonnaies, une activité extrêmement énergivore.

C'est la pénurie d'énergie qu'on n'attendait pas. En deux mois, le Kazakhstan a connu plusieurs coupures d'électricité, dues à une explosion de demande en énergie, plus 8 % en un an. Une hausse liée en grande partie à l'activité de minage de cryptomonnaies comme le bitcoin, d'après le gouvernement. Pour les non initiés, le minage de bitcoin consiste à

sécuriser les transactions de cette monnaie numérique. Si un professionnel y parvient avant les autres, il est rémunéré à hauteur de 6,25 bitcoins (approximativement 312 500 dollars). Mené aujourd'hui par de réelles industries, le minage de bitcoins représenterait une consommation d'environ 91 térawattheures d'électricité par an dans le monde, une consommation supérieure à celle de la

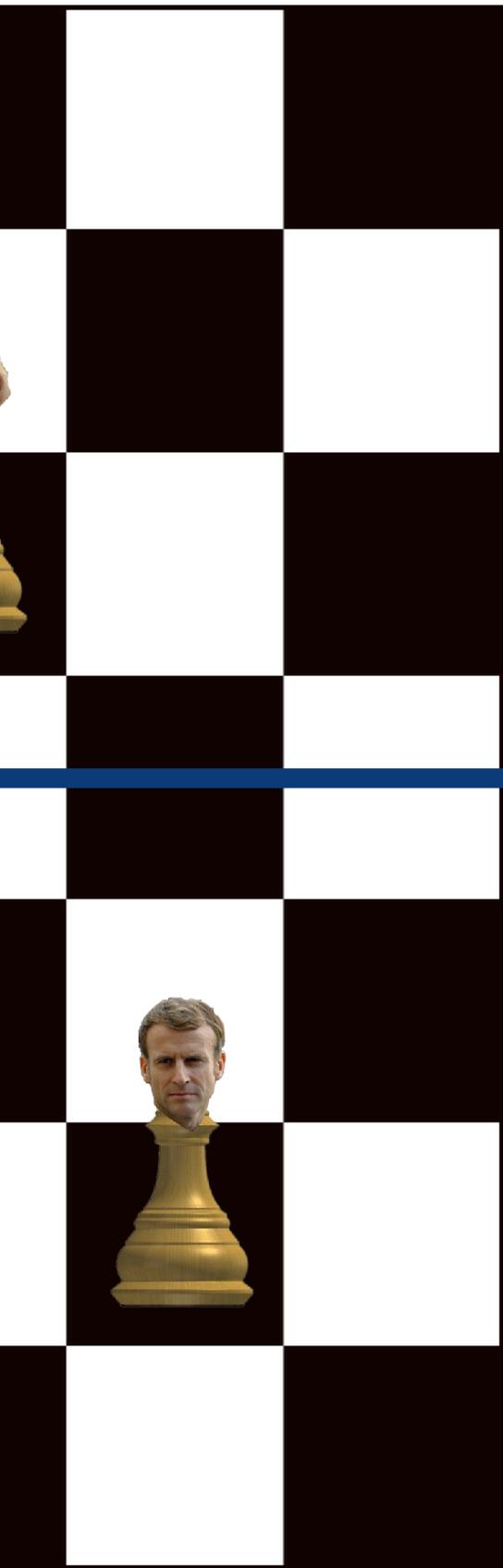
Finlande. Il nécessite une énergie bon marché, et un climat froid pour éviter la surchauffe des machines. Le réseau électrique kazakh souffre, d'autant plus que ce pays occupe le second rang mondial dans l'activité de gestion de cryptomonnaies. Un leadership beaucoup plus coûteux qu'il n'y paraît.

Victor CARIOU



L'économie, parent pauvre des candidats

Ils sont six candidats déclarés et un Président qui se fait attendre. Ils sont au cœur d'une campagne où sécurité et immigration prennent le pas sur la préoccupation première des Français : le pouvoir d'achat. Des libéraux aux souverainistes, les programmes économiques ne sont pas à la hauteur des enjeux. Décryptage.



LIBÉRAL

Emmanuel Macron, en marche forcée

Entre révolte sociale, réformes au forceps et Covid-19, le bilan économique du quinquennat d'Emmanuel Macron aura été tributaire d'un net changement de cap, quitte à creuser un peu plus la dette publique.



Le Président a vécu un quinquennat bouleversé. ©AFP

À chaque président son bouleversement. La crise de 2008 pour Nicolas Sarkozy (2007 - 2012), les attentats pour François Hollande (2012 - 2017) et pour Emmanuel Macron (2017 -), la crise sanitaire. Le pivot d'un mandat où le Président de la République aura oscillé entre réformes contestées et interventionnisme à marche forcée.

En ces temps de campagne électorale, le bilan économique d'Emmanuel

Macron pourrait apparaître comme à son avantage : une croissance de 6,75 % prévue en 2021. Du jamais vu depuis 1969 et ses 7,11 % de progression du produit intérieur brut (PIB). En parallèle, le chômage a lui aussi chuté pendant le quinquennat. Il devrait atteindre 8,1 % à la fin de l'année. Il était de 9,4 % en 2017. La baisse du chômage est constante depuis 2016. Le taux prévu de 8,1 % n'est d'ailleurs que peu éloigné de son niveau d'avant-crise sanitaire : 8 %. La croissance, elle aussi, a connu une hausse constante entre 2012 et 2018. Au sortir de 2021, le PIB sera quasiment revenu à son niveau de 2019, en baisse de 0,1 %. Une bonne santé économique donc bien plus linéaire que conjoncturelle.

Indiscutablement, le quinquennat d'Emmanuel Macron est constitué de deux séquences très différentes. La première, jusqu'à la crise sanitaire, est une mise en œuvre des propositions du candidat Macron : la baisse de l'impôt sur les sociétés, le remplacement de l'ISF par un impôt sur la fortune immobilière (IFI), la suppression de la taxe d'habitation, etc. Des mesures phares, coûteuses pour l'État (3,8

milliards pour la suppression de l'ISF, 11 milliards pour la baisse de l'impôt sur les entreprises...), dont certaines, pour Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), « *avantageaient les plus aisés et pénalisaient les ménages modestes* ». Emmanuel Macron, président des riches ? Alice Dausse, référente départementale la République en Marche Haute-

Garonne, estime ce qualificatif « *injuste et gênant* ». Éric Heyer lui, nuance : « *S'il n'est pas le président des riches, ce sont les plus modestes qui ont été mis à contribution par ces réformes.* »

À commencer par la décision d'augmenter significativement la taxe carbone prélevée sur les achats de carburant. Cette mesure, destinée à verdir l'action gouvernementale, fait voir rouge au revenu des plus modestes. Les gilets jaunes sont ainsi le point de césure du quinquennat. La deuxième partie du quinquennat d'Emmanuel Macron est intégralement placée sous le signe de la crise sanitaire.

La crise sanitaire, une situation inédite

Évidemment, impossible d'évoquer l'économie sous Emmanuel Macron sans évoquer une crise sanitaire sans précédent. Une période à contre-courant de l'idéologie macronienne, tant le

« *quoi qu'il en coûte* » ressemblerait plutôt à un interventionnisme forcené de l'État. Et pour cause, afin de faire face à l'arrêt de l'économie durant les périodes de confinement, l'État

a ouvert les vannes budgétaires et financé le chômage partiel des salariés et les charges fixes des entreprises, contraintes de baisser le rideau. Coût de cette intervention commando qui vient alourdir le déficit budgétaire : 180 milliards d'euros. Le déficit public est monté en 2020 à 9,2 % du PIB, pour retomber à 8,2 % en 2021. En 2018, presque une autre ère, il n'était que de 2,5 %.

« *S'il n'est pas le président des riches, ce sont les plus modestes qui ont été mis à contribution par ces réformes.* »

Pour l'avenir, que faut-il attendre du programme économique du candidat Emmanuel Macron ? Alice Dausse, représentante LREM en Haute-Garonne, estime : « Il faudra aller encore plus loin, notamment sur la question de la transition écologique. » Eric Heyer considère qu'il y aura des points clés : « La réforme des retraites reviendra sur la table. Trop

complexe, elle devra être simplifiée et s'appuyer sur des points importants. » La question de la dette publique sera également primordiale : prime à sa réduction et donc à une diminution des dépenses publiques, ou *statu quo* ?

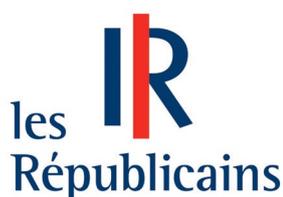
Cette question stratégique, tout comme celle de la pression fiscale sur les ménages, ont cependant peu de chance de

se retrouver au coeur des débats de campagne. Ce sera bien le paradoxe de ce printemps électoral : le pouvoir d'achat est devenu la première préoccupation des électeurs, mais l'immigration et la sécurité demeurent le premier produit d'appel des candidats.

Thomas GRAINDORGE

Ce que pensent les candidats de l'actuel Président

À l'aube de la présidentielle, les principaux candidats jugent sévèrement les réformes économiques menées par Emmanuel Macron.



Valérie Pécresse :

« Emmanuel Macron crame les caisses de l'État. »

Jean-Luc Mélenchon :

« La collusion entre des intérêts privés, financiers ou industriels, et l'oligarchie qui s'est emparée de nos institutions est devenue criante sous Emmanuel Macron. »



Éric Zemmour :

« En reconfinant, Emmanuel Macron a mené à la mort économique. »

Marine Le Pen :

« Vous êtes le candidat du pouvoir d'acheter la France. »



Yannick Jadot :

« Emmanuel Macron est décidément l'homme des lobbies. Quoi qu'il en coûte pour les Françaises et les Français, il est l'agent du nucléaire. »

Anne Hidalgo :

« Ce qui le caractérise, c'est ce rapport aux Français qui est totalement tronqué dans lequel il y a toujours cette dimension de mépris. »



Valérie Pécresse, retour vers le passé

Le compte à rebours est lancé pour Valérie Pécresse, candidate LR pour 2022. Cette filloniste convaincue dresse un programme économique qui se rappelle aux bons souvenirs d'une droite républicaine au pouvoir.

Est-ce dans les vieux pots que l'on fait vraiment la meilleure confiture ? C'est ce que doit croire Valérie Pécresse, candidate LR à l'élection présidentielle de 2022. « *La droite est de retour* », martèle-t-elle. Et pour mener à nouveau la droite au pouvoir, la présidente de la région Île-de-France s'appuie sur des propositions s'inscrivent dans l'héritage de l'UMP. Jean-Paul Fitoussi, économiste et professeur émérite à Science-Po Paris, s'interroge sur l'originalité des propositions. « *Il n'y a rien de nouveau dans cette liste de promesses, c'est du déjà vu.* » En effet, le programme repose sur les trois piliers habituels de la droite traditionnelle. La sécurité avec le recrutement de 50 000 policiers, ou encore d'avoir plus de vidéo surveillance. Sur le front de l'immigration, l'ex-ministre du gouvernement Fillon souhaite stopper les vagues migratoires par l'instauration de quotas par métiers et par pays. Autre grand pilier de son programme, la famille. Une allocation de 900 euros sera versée par an à tous les parents qui auront un premier enfant, et ce jusqu'à ses 18 ans. Coût estimé de cette mesure : « *une vingtaine de milliards d'euros* » selon l'équipe de la candidate.

Quid du pouvoir d'achat ?

Pourtant, plus encore que lors des précédentes campagnes présidentielles, le pouvoir d'achat est au cœur des préoccupations des électeurs en vue du scrutin de 2022. Les stigmates de la crise sanitaire sont encore visibles, et le « *quoi qu'il en coûte* » défendu par le président de la République s'élevait au 30 août dernier à 240 milliards d'euros. La dette publique est passée de 98,3 % à 115 % du PIB. Des chiffres qui n'ont pas manqué de faire réagir la candidate LR de manière imagée : « *Emmanuel Macron crame les caisses de l'État.* » L'ancienne ministre du budget fustige cette politique du chèque ouvert et ne jure que par les économies. Cependant, Jean-Paul



Valérie Pécresse s'aligne dans la droite ligne de son parti des Républicains au niveau économique © AFP

Fitoussi tempère cette orthodoxie budgétaire : « *Un État peut et pourra toujours emprunter surtout quand le taux d'intérêt est à zéro, précise-t-il. Il ne faut pas oublier que le quoi qu'il en coûte était nécessaire. Ne rien faire aurait coûté encore plus cher.* »

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire ne s'est pas privé de rappeler à la candidate Valérie Pécresse son bilan lorsqu'en 2011, elle était en poste à Bercy : « *30 milliards d'euros de dettes en plus, 0 % de croissance et 11 % de chômage* », assène le ministre de l'Économie. Mais attention au raccourci, la situation de la France entre 2011 et aujourd'hui est difficilement comparable.

Réaliser 45 milliards d'euros d'économie

Sur l'incontournable question de la réindustrialisation, Valérie Pécresse milite pour la création d'un « *haut conseil de la souveraineté numérique et économique* » dont la vocation serait « *d'autoriser les investissements étrangers en France en fonction des intérêts stratégiques français.* » Fidèle à sa logique de baisse de la pression fiscale, elle prône également la sup-

pression d'un des impôts de production : la C3S. Une manière de rendre plus attractif le pavillon France. Mais le doute persiste dans l'esprit de Jean-Paul Fitoussi qui craint à nouveau du déjà-vu. « *Le but n'est pas de réimporter ce dont nous avons décidé de nous passer, insiste-t-il. Il faut se doter d'industries aéronautiques, dans le fer, l'acier ou dans l'automobile.* »

Attendue également sur la réforme des retraites, la candidate LR reste dans la droite ligne de son courant politique : repousser l'âge du départ légal à 65 ans et économiser ainsi 45 milliards d'euros en cinq ans. L'assurance chômage est également dans le collimateur de Valérie Pécresse qui après Emmanuel Macron veut elle aussi y aller de sa réforme. « *Une très mauvaise idée* » estime Jean-Paul Fitoussi. Il s'inquiète d'une éventuelle réduction des allocations versées aux demandeurs d'emplois. « *On va continuer à réduire la protection des Français au moment où ils en ont le plus besoin.* » La campagne se jouera aussi sur plus ou moins d'État-providence.

Alexis BOURDON

J.L Mélenchon insoumis au marché

Pour sa troisième campagne présidentielle, Jean-Luc Mélenchon, le leader de la France Insoumise reprend les grands axes de son programme de 2017, la rupture avec le monde néolibéral.



Jean-Luc Mélenchon défend un programme social qui vise à aider les classes moyennes et populaires ©AFP

La VI^e République, voilà l'idée phare du programme de Jean-Luc Mélenchon et de la France Insoumise. Crédité aujourd'hui d'environ 10 % des voix au premier tour, le candidat pour le moment le mieux placé de la gauche est partisan d'une solide refonte constitutionnelle. Pour autant, son programme économique serait mis en œuvre rapidement en utilisant les outils actuels de la V^e République.

Pour les pauvres et les classes moyennes

À la différence de ses concurrents, Jean-Luc Mélenchon a déjà un programme écrit en bonne et due forme : « *L'Avenir en commun*. » Hadrien Toucel, co-responsable du projet présidentiel de la France Insoumise, inscrit dans les priorités « *L'objectif zéro sans-abris* ». Pour y parvenir, la mesure clef imaginée est un revenu minimum de 1 063 euros. Dans ce même objectif de lutte contre la précarité, la France Insoumise veut également bloquer les prix des produits de première nécessité (gaz, carburants, énergie, électricité et denrées indispensables) et réquisitionner les logements

durablement vides pour loger les 300 000 sans-domicile fixe.

Le pouvoir d'achat n'a pas été oublié. Hadrien Toucel s'en explique : « *Le SMIC sera immédiatement augmenté à hauteur de 1 400 euros.* » L'augmentation du SMIC est ainsi valorisée de manière à ce que plus de bénéficiaires payent l'impôt sur le revenu. La fiscalité est donc centrale dans le programme de Jean-Luc Mélenchon. Il prévoit de répartir l'impôt sur 14 tranches, plutôt que les cinq actuelles. Hadrien Toucel détaille l'impact de cette mesure : « *L'intérêt est de réduire l'impôt pour les revenus en dessous des 4 000 euros mensuels et de l'augmenter au dessus. La classe moyenne doit arrêter de tout porter sur son dos.* » Sans surprise, les plus fortunés sont au centre des taxations : la France Insoumise souhaite rétablir l'impôt sur la fortune et durcir la taxation sur les transmissions. Le fruit de ces prélèvements serait réinvesti dans l'enseignement supérieur.

Un programme social

La précarité de l'emploi est la deuxième priorité de campagne de Jean-Luc Mélenchon. La France Insoumise prévoit le rétablissement de la durée légale hebdomadaire du travail à 35 heures. En outre, les 32 heures seront appliquées pour les métiers pénibles et de nuit. Mais, précise Hadrien Toucel : « *Le but à terme, est de généraliser la semaine de 32 heures. La rotation du travail sera plus efficace, cela dégagera des marges financières et baissera le nombre de chômeurs.* » Stefano Palombarini, maître de conférences d'économie politique à l'université Paris VIII, ne voit pas d'obstacle majeur pour la mise en œuvre de telles idées : « *Cela semble réalisable, bien que marquant une rupture par rapport à la dynamique des dernières décennies, pendant lesquelles ce sont les profits qui ont été largement avantagés.* » Toujours dans la perspective du partage de l'emploi, la semaine de quatre jours, une sixième semaine de congés payés et la retraite à 60 ans figurent au programme.

En revanche, l'écologie semble un peu être le parent pauvre de la stratégie mélenchonienne pour la conquête du pouvoir, ce qui n'est pas sans risque. Une partie des sympathisants de la France Insoumise pourrait de fait être tentée de se tourner vers Yannick Jadot, également de gauche et plus vert.

Nombre d'idées de la France Insoumise risquent de heurter Bruxelles. « *Si Mélenchon est élu, on irait vers une crise européenne* », s'inquiète Stefano Palombarini. En clair, certaines de ces mesures ne seraient pas compatibles avec les règles de l'UE. Ce ne serait pas la première rupture de celui qui en 2017, était le candidat du bruit et de la fureur.

« *Le but à terme, est de généraliser la semaine de 32 heures. La rotation du travail sera plus efficace, cela dégagera des marges financières et baissera le nombre de chômeurs.* »

Éric Zemmour plus colbertiste que Colbert

Désormais candidat à l'élection présidentielle, les propositions d'Eric Zemmour restent principalement axées sur les questions régaliennes. Pour l'heure, l'économie demeure absente de son discours. Ne serait-elle pas assez clivante ?

Sécurité, immigration, sont les deux mamelles du discours d'Eric Zemmour, en revanche rien sur la dette, la croissance, la réindustrialisation ou encore le financement des retraites. Pourtant devant la santé, l'immigration ou, encore, la sécurité, c'est le pouvoir d'achat qui préoccupe principalement les Français. C'est en tout cas ce que révèle un sondage Odoxa publié ce 29 novembre. En tout, 90 % des personnes interrogées estiment qu'il s'agit d'une préoccupation « *très importante* » ou « *assez importante* ». La raison ? 80 % des Français ressentent que leur pouvoir d'achat a eu tendance à se dégrader ces derniers mois, conséquence de la pandémie et des confinements à répétition. Eric Zemmour a pour l'instant concentré la majeure partie de son discours sur la sécurité et l'immigration, mais ces deux problématiques sont en réalité loin derrière. En effet à la question « *Parmi les grands domaines suivants quels sont ceux qui compteront le plus dans votre vote à l'élection présidentielle ?* », les sondés, qui pouvaient sélectionner deux choix, ont répondu ainsi : 45 % évoquent le pouvoir d'achat, 30 % la santé, 25 % l'immigration, 24 % la sécurité et la lutte contre le terrorisme, 21 % l'environnement, 13 % le chômage, 13 % l'éducation, 10 % l'identité française, 9 % la fiscalité.

« Une absence manifeste de mesures précises »

Dans sa déclaration officielle de candidature Eric Zemmour ne place pas vraiment la fiscalité ou l'industrie au coeur de son programme. L'économiste Nicolas Bouzou y voit : « *une vision globale, mais non libérale, et souverainiste. Cette absence manifeste de mesures précises et concrètes reflètent ain-*



Eric Zemmour souhaite promouvoir le « Made in France ». ©AFP

si un certain mépris de l'économie au profit du discours politique. On peut en fait deviner certaines convictions économiques du candidat à travers son positionnement politique. » C'est à travers ce prisme que Nicolas Bouzou décrypte la philosophie de l'ancien polémiste : « *Eric Zemmour souhaite promouvoir davantage l'industrie made in France. C'est ce que l'on a appelé entre le XV^e et le XVIII^e siècle le mercantilisme. Selon Eric Zemmour, l'arrêt de l'immigration résoudra nos problèmes de désindustrialisation, d'emplois, de pouvoir d'achat, de dette.* » Cette vision protectionniste est assez partagée dans la classe politique d'aujourd'hui. Des candidats comme Arnaud Montebourg, Marine Le Pen, et même Jean-Luc Mélenchon prônent eux aussi un protectionnisme qui se rapproche de la vision exposée par Eric Zemmour.

Une baisse massive des impôts

Bien qu'il n'ait toujours pas de programme politique rédigé, le candidat

d'extrême droite a déjà défendu différentes propositions en matière d'économie. Il souhaite tout d'abord retirer aux étrangers l'accès aux aides sociales comme le RSA, les APL, le minimum vieillesse ou encore les allocations familiales. « *Je propose que la solidarité nationale redevienne nationale* », a-t-il indiqué sur *franceinfo*, le 22 novembre. Le candidat estime que 20 milliards d'euros pourraient être ainsi économisés chaque année. La question se situe davantage sur le dossier de la fiscalité. Eric Zemmour propose une baisse massive des impôts de production et de l'impôt sur les sociétés. « *Il faut actionner le levier fiscal, c'est nécessaire afin de permettre aux entreprises de retrouver de la compétitivité face à la concurrence étrangère* », explique le candidat d'extrême droite. De telles propositions auront inmanquablement un effet sur les recettes fiscales de l'État. Les membres de son parti n'ont pas souhaité nous répondre quant à l'impact budgétaire de telles réductions d'impôts.

Léna MOUNIER

Marine Le Pen, courtise les héritiers

Officiellement candidate à l'élection présidentielle depuis plusieurs mois, Marine Le Pen ne propose toujours pas de programme économique détaillé. Sa principale mesure concerne la réforme des droits de succession.

Cette fois-ci, la présidente du Rassemblement National ne refera pas les mêmes erreurs, elle assure avoir travaillé pendant plusieurs mois sur un ensemble de mesures à caractère économique. Au programme : baisse des impôts et propositions de lois sur l'héritage. Marine Le Pen souhaite que les grands-parents et les parents puissent transmettre jusqu'à 100 000 euros tous les 10 ans sans payer de droits de succession. Sa conviction est « *qu'il est évident qu'on assiste à un appauvrissement de certaines catégories d'âge et que les moyens se concentrent en réalité chez les personnes âgées, qui n'ont pas la capacité de pouvoir aider leurs enfants et leurs petits-enfants* ». Aujourd'hui chaque parent peut donner de son vivant jusqu'à 100 000 euros par an, tous les 15 ans, sans payer de droits de donation. Pour les grands-parents, l'abattement est néanmoins limité à 31 865 euros, et à 5 310 euros pour les arrière-grands-parents.

80 milliards d'économie

Si elle s'installait à l'Élysée en avril 2022, Marine Le Pen supprimerait l'impôt sur la fortune immobilière (IFI) pour instaurer à la place un « *impôt sur la fortune financière* » qui taxerait aussi les oeuvres d'art. Elle propose d'exonérer de droits de succession les biens immobiliers jusqu'à 300 000 euros. L'objectif est de « *financer une politique de la natalité d'enracinement et de transmission* ». Marine Le Pen espère également économiser 16 milliards par an en supprimant les aides sociales (RSA, prime d'activité, allocation adulte handicapé, aide au logement) pour les « *non-nationaux* ». Le Rassemblement National veut réserver les prestations familiales aux foyers dont au moins un des parents est Français. Les aides au logement seraient attribuées uniquement aux étrangers ayant travaillé au moins cinq ans à temps plein sur le territoire national. Marine Le Pen estime encore à 30,7 milliards d'euros d'économies sa réforme



Marine Le Pen espère économiser 16 milliards d'euros par an en supprimant des aides sociales. ©AFP

du droit d'asile, en ligne de mire, la « *fin de l'accueil des mineurs non accompagnés* ». La dirigeante d'extrême droite entend faire 4,5 milliards d'euros d'économies durant son éventuel quinquennat en remplaçant l'aide médicale d'État, la couverture santé des étrangers en situation irrégulière par une « *aide d'urgence vitale* ».

« Des calculs fantaisistes »

Le calcul effectué par la candidate et par son parti reste néanmoins contesté. La Caisse nationale des allocations familiales indique par exemple que la totalité des allocations qu'elle verse aux étrangers (prestations familiales,

logement, handicapés, RSA, prime d'activité) correspond à « *neuf milliards d'euros* » par an. Plus globalement, l'économiste Nicolas Bouzou juge son impact budgétaire quasi-nul : « *Les calculs de Marine Le Pen sont fantaisistes.* » Selon lui, même si les travailleurs étrangers sont davantage au chômage et perçoivent plus d'allocations, ces chiffres sont compensés par la structure d'âge des immigrés. Ils font souvent partie de la population active, qui sont par conséquent ceux qui cotisent le plus. Les questions économiques nécessitent parfois une approche plus nuancée que les sujets de sécurité.

Léna MOUNIER

Yannick Jadot, vert tendance pragmatique

Il s'était rangé du côté de Benoit Hamon en 2017 ; cette fois, il entend aller jusqu'au bout. Yannick Jadot, candidat d'EELV, met naturellement l'environnement au centre de sa politique. Au risque de se heurter à une préoccupation des Français : le pouvoir d'achat.



Yannick Jadot incarne une candidature de rupture dans la campagne présidentielle. ©AFP

Yannick Jadot, désigné candidat des Verts le 28 septembre, entend incarner une candidature « *de rassemblement* » et a la lourde tâche de concilier les exigences du marché et ses ambitions, légitimes, de préservation de la planète. Au sein de son programme, l'écologie tient évidemment une place centrale. Mais l'économie, elle, se voit prise en tenaille entre l'urgence climatique et le « pragmatisme » cher au candidat. Très peu de données chiffrées apparaissent dans son programme. On relèvera toutefois un investissement de 50 milliards d'euros par an durant le quinquennat pour « *reconstruire l'économie* ». Dans le lexique Jadot cela signifie décarbonisation, relocalisation, énergies renouvelables. Le candidat souhaite également créer un revenu citoyen, sur la base du RSA, auquel seraient ajoutés 100 euros. En échange, les personnes bénéficiaires s'engageraient dans un processus d'insertion professionnelle. Quant au chèque énergie, il serait étendu à 16 millions de français et porté à

400 euros pour les plus modestes. Sur le front de la fiscalité, le député européen entend serrer la vis aux entreprises les plus polluantes. Il se dit en faveur d'une taxe à 0 % pour les produits bio et de proximité. Il souhaite aussi une fiscalité plus importante pour les produits les moins vertueux, notamment les importations et prétend conditionner 100 % des aides publiques au respect du climat.

Le souhait de la rupture

Cette révolution verte pourrait-elle faire monter le prix de nombre de produits de première nécessité ? Henry Sterdyniak, membre du collectif Les Économistes atterrés, considère qu'il y a urgence : « *Il faut faire des choix. Soit on lutte contre le réchauffement climatique, soit on privilégie le pouvoir d'achat. Des atteintes à ce dernier sont inéluctables.* » Les transports n'échappent pas à ce mouvement de fond : interdiction de la vente des voitures diesel et thermique à partir de 2030 et prise en

charge totale du forfait mobilité des salariés par les entreprises. Une zone d'ombre subsiste cependant dans son programme. Yannick Jadot se montre discret sur la question de l'âge du départ légal à la retraite. Favorable à une cessation d'activité à 62 ans, il s'est opposé au projet de réforme d'Emmanuel Macron, tout en reconnaissant la « *complexité* » du système actuel. Il devrait suivre le projet du parti, qui souhaite des départs anticipés pour les métiers les plus pénibles. Dans le programme d'un candidat écologiste, la question du nucléaire est forcément scrutée à la loupe. Yannick Jadot a choisi la prudence. Il souhaite s'affranchir de l'atome d'ici 15, 20 ans. Une estimation plus optimiste que son rival à la primaire écologique, Eric Piolle, qui milite pour une sortie en trente ans. Henry Sterdyniak voit dans le délai de 15 ans une solution vouée à l'échec : « *Sortir du nucléaire d'ici 30 ans, c'est réaliste, mais c'est faire un pari technologique douteux autour de l'électricité. La solution, ce serait de conserver le nucléaire tout en développant les énergies renouvelables. Yannick Jadot n'ose pas choisir cette solution.* »

Un risque payant ?

Jadot, véritable candidat de rupture ? Il met en tout cas l'écologie au cœur de son logiciel politique, alors que le pouvoir d'achat, d'après un récent sondage Elabe-BFMTV, constitue pour 45 % des Français une priorité. Un positionnement incontournable pour trouver un créneau entre la gauche et la macronie. Henry Sterdyniak y voit un pari : « *Le prochain gouvernement devra choisir entre la rupture et le maintien. Yannick Jadot est celui qui dit le plus clairement qu'il faudra changer de mode de vie.* ». Audacieux lorsqu'on connaît le conservatisme séculaire du peuple de France.

Thomas GRAINDORGE

Anne Hidalgo en panne d'idées fortes

Depuis l'annonce de sa candidature, Anne Hidalgo peine à entrer dans une dynamique de campagne. Malgré des propositions innovantes, la candidate du Parti socialiste n'est pas encore en mesure de dévoiler les lignes d'un véritable programme économique.

Lors de son congrès d'investiture, le 23 octobre à Lille, Anne Hidalgo a placé au centre des préoccupations de sa campagne le logement des Français et la précarité énergétique. La candidate n'annonce pas de grandes réformes, mais insiste sur le dialogue social. Si elle est élue, elle convoquera « *une grande Conférence sociale avec les partenaires sociaux sur la question des salaires, des conditions et du temps de travail* ». L'actuelle maire de Paris s'est aussi prononcée contre le recul de l'âge légal de départ à la retraite et a promis d'abroger la loi sur la réforme de

l'assurance-chômage, en la remplaçant par une assurance-chômage universelle négociée avec les partenaires sociaux. La candidate « *en bonne sociale-démocrate* » promet une hausse « *de 10 à 15 % du Smic* ». Mais comment la financer ?

Alexandre Ouizille, chargé des questions économiques au conseil national du Parti Socialiste, précise : « *Il faut encourager l'augmentation des salaires en mettant en place des conditions incitatives pour les entreprises.* » Une politique de redistributive des richesses que l'on retrouve dans l'ADN du Parti socialiste. L'économiste Éric Heyer relève qu'Anne Hidalgo peine à se positionner sur des mesures marquantes : « *Benoît Hamon en 2017 avait un fil fort avec le revenu universel, idem pour Hollande en 2012 avec la taxation à 75 %.* » Il est vrai que le projet 2022 a été établi à l'issue du congrès du Parti Socialiste en septembre dernier, c'est-à-dire bien avant l'investiture d'Anne Hidalgo.

ISF vert et redistribution des richesses

Histoire de ne pas se laisser distancier par Yannick Jadot le candidat écologiste, Anne Hidalgo a mis un grand coup de vert dans son programme : distribution d'un chèque climat de plusieurs centaines d'euros par an pour lutter contre la précarité énergétique, rénovation des passoires thermiques. Le financement de ces propositions s'appuie en premier lieu sur le rétablissement de l'Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) transformé en un « *ISF Vert* ». Une mise en œuvre de la logique « *pollueur-payeur* ». Un crédo plutôt crédible si l'on en croit le dirigeant socialiste Alexandre Ouizille : « *Les 1 % des plus riches ont une empreinte carbone*

égale à celle de 50 % des plus pauvres. » Cette idée, aussi avancée par le candidat des Verts, représenterait, selon le Parti Socialiste, 4,5 milliards de recettes par an pour l'État destinés à financer la transition écologique des entreprises et des ménages. Un raisonnement qui laisse perplexe Éric Heyer : « *Investir dans la transition écologique pour sauvegarder les emplois, c'est bien, mais on attend des évaluations concrètes.* »

Taxer l'héritage

Au-delà de la taxation des grands groupes et des plus hauts revenus, un classique de la gauche, les socialistes ont en ligne de mire l'héritage. Les économistes évaluent à 250 milliards d'euros le montant des successions chaque année. Alexandre Ouizille y voit une opportunité, en l'occurrence augmenter les taxes de 4,5 % sur les plus grosses successions, de manière à générer 12 milliards supplémentaires de recettes pour l'État. Une ambition déjà présente dans la proposition de loi sur le revenu minimum jeunesse déposé par le député Boris Vallaud en février 2021. Le texte avait été retoqué par l'Assemblée nationale.

L'absence de propositions plus concrètes est sans doute le révélateur d'une insuffisance de débat au sein du parti socialiste avant l'élection présidentielle. La tentative ratée d'Anne Hidalgo d'organiser une grande primaire de la gauche ne sera pas de nature à faire émerger des propositions économiques marquantes. Le Parti Socialiste semble donc en panne d'idées susceptibles de l'élever à nouveau à un parti de gouvernement.

Raphaëlle LAVEFVE



Anne Hidalgo lors de son congrès d'investiture. ©AFP

L'industrie de la nuit se fait un sang d'encre

Conséquences directes du nouveau variant. Les portes des discothèques vont à nouveau se fermer et les traiteurs vont devoir lever le pied. Un coup dur pour ces activités déjà durement touchées par la crise sanitaire.

Sale temps pour les boules à facettes et les buffets de petits fours. La progression du nouveau variant nommé Omicron a contraint le gouvernement à une nouvelle mesure de restriction. Difficile de réduire l'activité des 200 000 restaurants de France et de Navarre. Ce sont donc les établissements et les activités où la proximité est la plus grande qui vont (encore) trinquer. Les 1 200 boîtes de nuit vont devoir à nouveau fermer leurs portes. La limitation des réceptions et des soirées de fin d'année va sérieusement réduire le chiffre d'affaires des traiteurs et autres activités événementielles.

« C'est le début du jour sans fin »

David Zenouda, président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) Nuit Paris Île-de-France, gérant de sept établissements, dont un à Paris, s'insurge : « *Je pense surtout que c'est une décision symbolique et politique pour montrer que le gouvernement prend des décisions fortes en vue des prochaines élections.* » Le fondateur du mouvement Restons Ouverts ajoute aussi : « *On commence avec les clubs, puis on continue avec les bars, restaurants, couvre-feu... C'est le début du jour sans fin.* » Le professionnel aurait préféré que les campagnes de vaccination se poursuivent en intensité au lieu de fermer ses établissements. Tout aussi pessimiste, Cédric Lucas, directeur du club « La Mano », dans le 9^e arrondissement de Paris, estime lui que cette interdiction ne sera pas véritablement respectée : « *Les fêtards vont aller ailleurs, clandestinement dans des appartements par exemple, donc dans des endroits où il n'y a pas d'extracteur d'air ni l'obligation de montrer son pass*



La fermeture des boîtes de nuit en France intervient après moins de 5 mois d'activité. ©Cédric Lucas

sanitaire. » Ce gérant de boîte évoque un manque à gagner de 100 000 euros sur un mois « *mais ce sera pire pour décembre où je réalise mon plus gros chiffre d'affaires* », déplore-t-il. Cédric Lucas s'inquiète également d'une difficulté de recrutement : « *Le personnel que nous avons est aujourd'hui parti vers d'autres horizons. C'est compliqué aussi quand on relance un club après une fermeture longue : il faut faire revenir la clientèle, les habitudes, relancer la communication...* »

Quid des aides de l'État ?

Les représentants des activités de la nuit attendent maintenant des mesures d'aides de la part de l'État. Ils sont sortis insatisfaits de la réunion organisée au ministère de l'Économie. Ils estiment que l'accompagnement financier de l'État n'est pas à la hauteur. Bercy propose le retour de l'activité partielle, prise en charge à 100 %, l'exonération

des charges fiscales pendant toute la durée de fermeture et l'indemnisation des coûts fixes des entreprises. David Zenouda regrette que ce coup de pouce financier de la part du gouvernement ne soit pas en rapport avec la réalité : « *Il y aura une marge bénéficiaire en décembre qui ne sera pas prise en charge.* » De leur côté, les organisations professionnelles du secteur Hôtel Café Restaurant (HCR) demandent au Ministre de l'Économie le rétablissement des aides d'urgence comme le fonds de solidarité, et sa prise en charge à hauteur de 30 % du chiffre d'affaires perdu. Une option pour l'instant exclue par Bercy. Depuis les annonces du gouvernement, les restaurateurs et les traiteurs doivent faire face à des annulations en série de réservations et de réceptions au mois de décembre. Un coup d'arrêt après une reprise vigoureuse enregistrée depuis le mois de juillet dernier.

Anaïs Escalona

Risque de pénurie sous le sapin de Noël

Les pénuries de matières premières et l'allongement des délais de livraison pénalisent le commerce de détail. L'électronique, l'édition ou encore l'automobile prennent de plein fouet ce double phénomène. Le pic de consommation de la fin d'année pourrait s'en trouver affecté.

Recherche désespérément bois, papier, acier et composants électroniques. Depuis plusieurs semaines, les industriels s'arrachent les cheveux devant les difficultés d'approvisionnement et la flambée des prix pour ces matières premières indispensables à la fabrication de produits manufacturés. Isabelle Méjean, enseignante à Sciences Po sur le commerce international dresse un tableau plutôt préoccupant : « Toutes les matières premières sont touchées. Il y a eu un premier effet important sur les produits venus de Chine, car il y a eu des problèmes de fret. Puis il y a eu ce deuxième effet sur la production. Les matières premières sont produites dans très peu d'endroits dans le monde. La gestion de la crise sanitaire a été compliquée dans ces pays pauvres. Il y a eu des difficultés à maintenir les productions. » Même préoccupation pour les semi-conducteurs, indispensables pour l'électroménager, l'industrie automobile et l'informatique. Tous payent le prix fort de la rareté de ces composants. Vous voulez la toute nouvelle console à la mode pour Noël ? Ce sera certainement mission impossible. Sortie il y a un an, la cinquième génération de la PlayStation fait face à la pénurie de puces électroniques.

Une inflation généralisée

La crise des semi-conducteurs a violemment touché l'industrie automobile. Fabrice Nambruide, directeur de la concession Renault à Brive y est confronté régulièrement : « On a dû rallonger les délais de commande pour nos clients. Avant on était sur du six à huit semaines et aujourd'hui on est passé sur des délais de quatre à six mois. Quand ce n'est pas plus. Il nous arrive même de livrer des véhicules qui n'ont pas été totalement achevés. Les clients en prennent possession en toute

connaissance de cause. Je pourrais vous mettre une voiture sous le sapin. À condition que vous ne soyez pas trop exigeant sur les options », rigole celui qui ne compte aujourd'hui que 2 500 voitures neuves en stock, au lieu de 4 500 en temps normal. Du côté de l'édition, c'est un peu la même histoire. Le livre, cadeau le plus vendu chaque année, voit sa production perturbée à toutes les étapes de la chaîne. « Les délais d'approvisionnement sont passés de quatre à douze semaines et ces retards engendrent un stress généralisé dans l'édition », s'inquiétait Pascal Lenoir, président de la commission environnement et fabrication du Syndicat national des éditeurs (SNE), au quotidien le Parisien le 20 novembre dernier. Effet incontournable de cette rareté, les prix flambent. La maison d'édition Panini a annon-

cé le 3 décembre sur Twitter une augmentation du prix de vente de ses mangas « suite à la crise généralisée du papier [...], à la flambée des prix des autres matières premières [...] mais aussi du transport ». Ce sont donc quelques centimes voire parfois un euro de plus qu'il faudra dépenser pour s'offrir la littérature japonaise. Ces difficultés d'approvisionnement tombent d'autant plus mal qu'après une chute de la consommation durant les vagues de confinement, la consommation a repris le chemin de la croissance. L'impossibilité de se fournir en matières premières en temps et en quantité suffisante pourrait donc compromettre la vigueur retrouvée de la consommation et de ce fait, la croissance des économies européennes.

Anaïs AUDUREAU



Emballage d'un cadeau à l'approche de Noël. ©AFP

Maison secondaire : l'autre campagne

Le Cantal, la Haute-Vienne, le Pays-Basque, la Bretagne, autant de places rurales françaises qui ont vu leurs bâtisses devenir des biens prisés. Le phénomène qui s'était déjà démocratisé, s'est accentué avec la crise sanitaire et soulève de nouveaux problèmes.

Vive l'exode...urbain. Que ce soit à la mer, à la montagne ou à la campagne, les habitants des grandes agglomérations françaises sont de plus en plus attirés par un environnement où le vert remplace le gris du béton. L'investissement dans une maison secondaire est, pour beaucoup, devenu une évidence. Qu'on en juge. Le nombre de résidences occasionnelles en France est passé de 3,1 millions en 2010 à plus de 3,6 millions en 2020, soit une augmentation de près de 20 % en dix ans. Conséquence logique, les prix grimpent. En 2020, selon la Chambre interdépartementale des notaires de Haute-Vienne, le prix de vente moyen des maisons anciennes a augmenté de 7,9 %. Il s'élève aujourd'hui à 126 300 euros

« Les gens veulent respirer »

Dans le Cantal, les vieilles maisons en pierre, perchées sur les sommets sont devenues des véritables bijoux. Depuis quelques années, les citadins viennent respirer et cherchent un « *pied-à-terre au vert* ». Isabelle Pons travaille dans l'immobilier cantalien depuis 34 ans. Forte de son expérience, elle décrit le phénomène : « *La tranquillité et la beauté des paysages, c'est ce qui plaît ici. Aujourd'hui deux maisons vendues sur dix vont devenir des maisons secondaires.* » Franck Lapié gérant d'une agence immobilière à Aurillac renchérit, « *avec le Covid les investisseurs ont choisi la pierre. Ils n'ont pas hésité à acheter afin de se rassurer dans ce qui représente une valeur refuge* ». Le télétravail bouleverse le temps d'utilisation de ces résidences secondaires. Certains passent plus de temps au vert. La clientèle est aujourd'hui variée. Franck Lapié décrit un panel large d'acquéreurs. Il y va du couple de quarantennaires qui s'offre une petite maison



De vieilles bâtisses qui deviennent aujourd'hui de vraies mines d'or. ©Raphaëlle Lavefve

aux alentours des 100 000 euros, à ceux qui entrevoient la retraite, et s'offrent un bien souvent supérieur à 250 000 euros. Cet engouement pour les résidences secondaires n'est cependant pas sans conséquences. Les locaux n'arrivent plus à suivre la hausse des prix et donc à se loger.

Des volets qui se ferment et dérangent les locaux

Plusieurs régions cherchent déjà à contenir ce phénomène. L'arme peut être fiscale. À Biarritz, la taxe d'habitation a été augmentée de 60 % pour les résidences secondaires. Libérer des terrains constructibles et des logements pour ceux qui souhaitent s'installer durablement, est devenu un véritable objectif. Eugénie De Scoraille, clerc de notaire à Toulouse le constate

régulièrement, « *des villes augmentent les barèmes des taxes d'habitation au maximum. Ce qui pousse les propriétaires de résidences secondaires à revendre leurs biens à cause des charges trop élevées pour une habitation dont ils profitent trois semaines par an* ». À Biarritz, cette hausse de la taxe d'habitation devrait rapporter 1,8 million d'euros par an. Cette somme permettra de rénover des logements à destination des locaux. Ailleurs d'autres idées sont mises en place. En Bretagne, à Cantarec, une commission se réunit pour sélectionner les futurs propriétaires sur des critères précis comme le lieu de la scolarisation des enfants, l'âge du couple, s'il est primo-accédant ou non. Après le permis de construire, le permis d'habiter.

Pierre MAGNE

Scopelec : Orange aux abonnés absents

Le leader des télécommunications en France met fin à sa collaboration avec l'entreprise tarnaise Scopelec. Au-delà des conséquences sociales dues aux pertes de 1 900 emplois dont 500 en Occitanie, un risque existe pour le déploiement de la fibre optique en milieu rural.

Il n'y aura plus grand monde au bout du fil chez Scopelec. L'entreprise installée à Sorèze, dans le Tarn, collabore depuis cinquante ans avec Orange pour le déploiement des lignes télécoms. Aujourd'hui, 1 900 emplois sont menacés dont 500 en Occitanie. Scopelec perd son marché d'exploitation auprès de l'opérateur historique.

Tous les trois ans, Orange lance un appel d'offres pour ses sous-traitants. David Gau, délégué CGT pour Orange dans le Sud Ouest, détaille : « *Scopelec a le marché jusqu'au 1er mars 2022, date à laquelle un nouveau prestataire sera mis en place : Solutions 30, une entreprise luxembourgeoise.* » Or le contrat d'Orange pèse lourd dans la balance de l'entreprise tarnaise : 150 millions d'euros sur un chiffre d'affaires de 464 millions d'euros.

« Du jour au lendemain, on confie ça à un autre partenaire »

« *Je ne peux concevoir que votre entreprise qui se fixe comme objectif la cohésion sociale et humaine ainsi qu'une « croissance responsable » traite de cette façon un partenaire historique et ses salariés* », écrit Carole Delga dans un courrier adressé au PDG d'Orange ce vendredi 3 décembre. Scopelec est sous-traitante d'Orange depuis cinquante ans. Avec 3 800 salariés, l'entreprise du Tarn est la plus importante SCOP (Société coopérative de production) française.

La moitié d'entre-eux risque de perdre leur emploi. David Gau partage son mécontentement : « *On les rencontre tous les jours, on fait la même activité. Scopelec est le partenaire historique sur le Tarn d'Orange, les salariés ne comprennent pas que du jour au lendemain, on confie ça à un autre collaborateur.* »



1 900 emplois de la SCOP Scopelec sont menacés par la perte d'un contrat avec Orange. ©AFP

Dans une SCOP, les salariés sont des associés.

Les salariés de Scopelec détiennent 75 % de leur entreprise. Ils se partagent en plus du capital de l'entreprise, le droit d'en désigner les dirigeants. En 2019, Orange gageait dans son plan *Engagé 2025* de « *veiller à la cohérence sociale et humaine des projets engagés* ».

L'incompréhension se lit alors dans le communiqué de presse de la Confédération générale des Scop : « *Une telle décision écarterait du marché une entreprise qui a fait le choix d'un modèle social durable et innovant.* »

Le déploiement de la fibre optique impacté en ruralité

Scopelec est implanté sur 98 sites en métropole et en Outre-Mer. La majorité des activités se situe en milieu rural pour y développer le réseau internet. Le délégué CGT pour Orange déclare : « *Si on se prive de l'expérience des gens de la Scopelec qui*

connaissent le territoire parfaitement, ça ne peut avoir que des conséquences sur le développement des réseaux de télécommunication. » Orange souhaite mettre fin à la collaboration avec Scopelec car les objectifs et la qualité ne sont pas atteints.

Scopelec est chargée de trois lots auprès d'Orange : la création de lignes télécoms, l'installation de la fibre chez les particuliers et la gestion des urgences et la maintenance. L'entreprise tarnaise va perdre les deux premiers contrats : « *C'est l'activité majeure de la Scopelec aujourd'hui, d'où leur inquiétude* », confirme David Gau. Le troisième contrat concernant les urgences et la maintenance devrait être discuté au mois de février, lors des prochains appels d'offres. Ce lot, s'il reste attribué à Scopelec, garantirait la sauvegarde de 300 à 500 emplois. Une possibilité bienvenue dans le secteur des télécoms en manque de main-d'œuvre qualifiée.

Bérénice DEL TATTO

Le faux-gras titille les estomacs

À Toulouse, restaurants et épiceries fines élaborent un mets improbable au pays du cassoulet : le foie-gras végétal. Une alternative intéressante en ces temps de véganisme mais qui peine à séduire les chefs étoilés. Ils fustigent une imitation plutôt qu'une innovation.



Le « Folie-gras », foie gras végétal de l'Embargo. ©Embargo

Cette année pour les fêtes, Fanny, toulousaine et végétalienne, a déjà fait son menu : elle proposera des pots de « Folie-gras » au parfum de madeleine de Proust. « *Ce faux foie-gras me rappelle des souvenirs d'enfance, des repas où nous mangions ce délice de canard* », se souvient-elle. Simple mode ou véritable tendance, le foie-gras végétal produit un buzz d'enfer. Baptiste Le Chevalier, chef du restaurant végétalien toulousain L'Embargo s'en réjouit : « *Les clients ont commencé à goûter par curiosité. C'est devenu l'une de mes meilleures ventes.* » Même constat aux Douceurs

Végétales. La cheffe Leilla Bogaert fabrique également son « *faux-gras devenu un produit phare* » depuis dix ans. « *La clientèle interpellée par cette appellation est attirée en mémoire du foie-gras.* »

« Un produit d'exception »

Cet engouement stimule l'offre toulousaine. Baptiste Le Chevalier propose désormais son « Folie-gras » stérilisé en épicerie fine. Il concurrence ainsi la « *terrine façon foie-gras* » du commerce Comme une poule, et le faux-gras cru de Leilla Bogaert. À l'échelon local, les productions varient d'une centaine de terrines à près d'un millier. Interrogé par l'AFP, Yann Berson, grossiste au marché de Rungis, considère ce marché comme « *marginal, mais de nature à répondre à une demande, en augmentation* ». Dans une note d'analyse, le cabinet d'études économiques Xerfi estime à 8 % la croissance annuelle des produits de substitution. Contre toute attente, le foie-gras végétal artisanal est plus onéreux que son homologue à base de canard en version

industrielle. 50 euros le kilo contre 30 euros en moyenne pour le produit carné, selon l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, France Agrimer. Il existe bien des foie-gras végétaux bas de gamme à 20 euros le kilo. Mais interrogés par Impact, les chefs étoilés Stéphane Tournié et Thierry Marx s'interrogent : « *Comment peut-on manger ceux-ci ?* »

Chacun sa recette

Reste une question. De quoi le foie-gras végétal artisanal est-il constitué ? Baptiste Le Chevalier utilise « *des cèpes, des morilles, du cognac, de la purée d'amande et du lait de coco* ». Leilla Bogaert l'a créé à partir de noix de cajou, d'huile de cèpes et de châtaignes. Chacun sa recette donc pour transformer un produit carné. Cette année, 42 % de Français prévoient de manger davantage de produits végétaux (sondage IFOP pour Ouest-France), le foie-gras végétal a donc de l'avenir devant lui : revisité sur les tables des restaurants ou dans les linéaires des supermarchés.

Paroles de chefs



Nicolas Soupault

Chef du restaurant traditionnel Une Table à deux à Toulouse
« *L'alternative végétale au foie-*

gras ne m'intéresse pas et je ne la ferai pas tester à mes clients. C'est dommage d'imiter des choses qui existent déjà. Nous sommes capables, avec notre savoir-faire, de proposer des plats végétariens sans avoir besoin de faire des copies. »



Thierry Marx

Chef étoilé végétarien proposant une cuisine omnivore
« *J'ai un souci avec cette alternative au foie-gras. Il fait partie*

du patrimoine français ! Quel est l'intérêt d'appeler ça faux-gras ou Veg'Gras ? On ne veut pas copier quelque chose qui ne fonctionne plus, mais proposer une transformation nécessaire dans l'alimentation. Des mets s'appelant par leurs noms, même s'ils font penser au foie-gras. »



Fanny Mijon

Cheffe du restaurant végétalien The Friendly Kitchen à Paris
« *Le faux foie-gras est un produit intéressant*

par sa texture et son goût. Je trouve ça amusant de jouer sur les mots. Mais je ne le proposerai pas : ça ne colle pas à ma démarche dans le véganisme. Je ne cherche pas le simili mais plutôt à sortir de la cuisine classique. »

Léa DELAPLACE

Qatar 2022 : un Mondial à tout prix

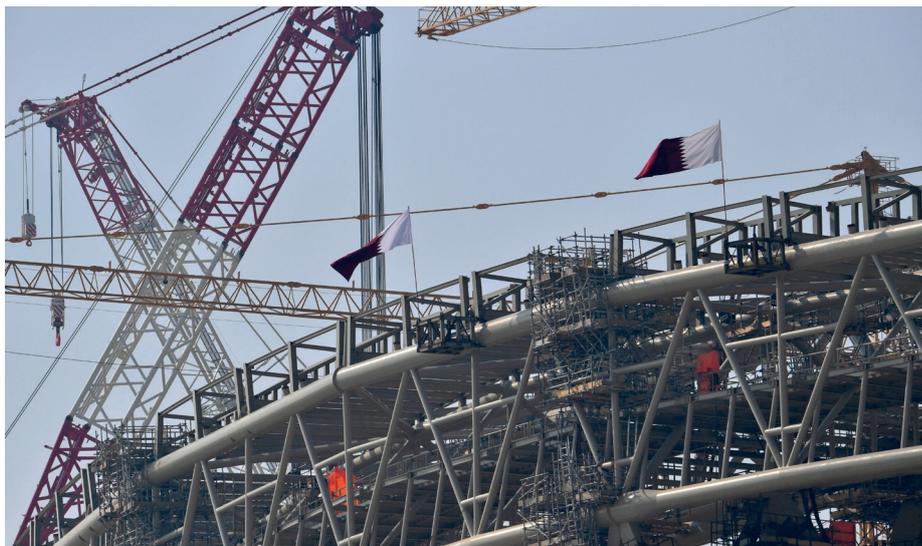
Avec une facture totale évaluée à 200 milliards de dollars, la Coupe du monde de football 2022 sera de loin la plus chère de l'histoire. En dix ans, le petit pays du Qatar s'est métamorphosé pour être en capacité de l'accueillir. À tel point que la notion de rentabilité y est hors de considération.

Le compte à rebours est lancé depuis le 21 novembre dernier. Dans moins d'un an, la sélection qatarienne donnera le coup d'envoi du Mondial 2022, à Al Khor. Ce match d'ouverture se jouera au Al Bayt Stadium. Un stade flambant neuf de 60 000 sièges et 6 000 places de parking, surplombé par un hôtel 5 étoiles avec vue sur la pelouse, le tout pour 770 millions d'euros.

Inauguré fin novembre, le complexe, tout aussi luxueux que les sept autres stades construits pour la compétition, n'existait pas il y a encore dix ans, lorsque le Qatar a été désigné hôte à la surprise générale. Ports, voies ferrées, réseaux de télécommunication... Depuis, les infrastructures n'en finissent plus de fleurir dans ce pays de 2,8 millions d'habitants aussi grand que l'Île-de-France. À tel point que pour 45 milliards de dollars, le pays a fait sortir de terre une ville entière afin d'accueillir le spectacle de la grande finale : Lusail City.

400 000 touristes attendus

À l'instar de l'Afrique du Sud en 2010, du Brésil en 2014 et de la Russie en 2018, le Qatar s'inscrit dans la lignée de ces États émergents qui cherchent à utiliser le coup de projecteur d'un Mondial (plus de trois milliards de téléspectateurs en moyenne) pour accélérer leur développement. « *En dehors de Qatar Airways et du Paris Saint-Germain, le Qatar a des difficultés à exister sur la scène internationale* », analyse Grégory Quin, historien du sport à l'Université de Lausanne, « *la Coupe du monde vient lui donner une puissance médiatique, politique et diplomatique* ». Un enjeu non négligeable tant le Qatar est régulièrement mis sous pression par ses voisins du Golfe et les États-Unis



Le Qatar a investi 200 milliards de dollars dans la construction d'infrastructures pour le Mondial 2022. ©AFP

pour son positionnement vis-à-vis de l'Iran.

Mais ces milliards de dollars dépensés n'ont pas uniquement trait à diffuser le soft-power du Qatar. La puissance pétrolière est en pleine diversification de ses revenus, bien consciente que ses réserves d'hydrocarbures finiront par s'épuiser. À l'image de la transformation de Dubaï par les Émirats arabes unis, le Qatar cherche à se muer en paradis touristique. Parmi tous les investissements du Mondial 2022, 140 milliards de dollars sont ainsi destinés aux seules infrastructures de transports, avec la construction d'un nouvel aéroport et du premier métro à Doha. Alors que le pays espère 400 000 touristes pour l'événement, 20 autres milliards doivent permettre de développer les établissements hôteliers. 80 % du budget total est ainsi prévu pour favoriser un tourisme futur.

À la conquête du sport mondial

De manière plus large, la Coupe du monde 2022 est jusqu'ici l'élément

central de la conquête du sport international menée par le Qatar. En juin 2011, six mois à peine après avoir obtenu l'organisation du Mondial, Qatar Sports Investment (QSI) rachetait le Paris Saint-Germain. Un an plus tard, c'était autour de la chaîne beIN Sports, désormais diffusée dans 43 pays, d'être créée par l'Émir du Qatar avec en guise d'intermédiaire Al Jazeera.

« *Nous sommes maintenant capables d'organiser des compétitions de premier plan et de les diffuser à l'échelle mondiale* », affirmait ainsi, en 2014, le ministre sans portefeuille Nasser al-Khelaïfi, président de beIN Sports et du PSG. Fin 2022, le monde entier aura les yeux rivés sur le petit pays du Golfe le temps d'un mois. L'occasion parfaite pour le Qatar de se montrer prêt à organiser la prochaine étape, et peut-être, qui sait, les Jeux Olympiques : « *C'est leur stratégie dans un horizon pas si éloigné...* », souffle Grégory Quin.

Victor GAUQUELIN

À Calais, les



affaires continuent

La présence des migrants à Calais pèse-t-elle sur la situation économique de la ville ? Pas vraiment, à la lumière des témoignages des professionnels du cru. Pour autant, l'agglomération a obtenu de l'État d'importantes subventions pour compenser les regroupements des exilés.



C'est l'attraction à ne pas loucher sur le front de mer : le Dragon de Calais. Au pied de la machine aux écailles en cuir, les visiteurs se pressent. En 2021, près de 30 000 voyageurs ont acheté un ticket pour monter sur le dos de la bête ; des milliers d'autres touristes ont simplement observé le spectacle depuis les rues commerçantes de la ville. Malgré la crise sanitaire, la compagnie en charge de l'attraction ne manque pas d'optimisme. Elle table sur une fréquentation en hausse régulière pour atteindre 400 000 billets vendus en 2027. Objectif de cette animation phare, payée 27 millions d'euros : redorer l'image de Calais, salement écornée après la crise migratoire. Cinq ans plus tôt, cet exode atteignait son paroxysme, tout juste avant le démantèlement de la très médiatique « *Jungle de Calais* ». Une zone dans laquelle s'entassaient en 2016 près de 7 000 migrants tournés vers une destination unique : la Grande-Bretagne. Confrontée à cette situation hors norme, la ville n'a eu de cesse de chercher des solutions pour continuer à assurer son développement. L'État a été appelé à la rescousse et prié d'ouvrir largement son carnet de chèques. En 2015, 155 millions d'euros de crédits publics sont débloqués « *en faveur du développement du Calaisis* » et en compensation « *des effets de la crise migratoire* ». Le projet du Dragon, lui, a avalé quelque 8 millions.

Un effet limité sur les commerces

Depuis l'entrée en vigueur du Brexit le 1^{er} janvier 2021, les migrants sont revenus en nombre aux alentours de Calais, avec la crainte de ne plus pouvoir se rendre ensuite en Grande-Bretagne. Leur présence outre les questions humanitaires qu'elle pose n'est peut-être pas sans effet sur la santé économique de l'agglomération ? Hélène Vantorre, directrice du centre commercial Calais Cœur de vie, n'est pas vraiment inquiète pour son activité face à cette recrudescence de migrants. « *On travaille surtout avec les Calaisiens, donc qu'il y ait plus ou moins de migrants ou de touristes, ça ne nous impacte pas* ». À quelques mètres de là, Laurent Roussel, propriétaire d'un bistrot et président de l'Union commerciale du P'tit Quinquin, se souvient, certes, que l'année 2015 avait été particulièrement rude pour la quarantaine d'entreprises calaisiennes adhérentes. « *Aujourd'hui, les acteurs économiques se sont relevés* ».

12,1%

de taux de chômage dans le Calaisis. C'est l'une des zones avec le plus de personnes sans emploi en France. Selon l'Insee, 20,7% des Calaisiens vivent sous le seuil de pauvreté. Les jeunes de moins de 30 ans sont les plus touchés.

Des difficultés économiques plus profondes

À quelque chose, le malheur est bon. Louise Druelle, élue de l'opposition à la municipalité constate que « *l'image ternie a été profitable d'une certaine manière à Calais* » qui a pu bénéficier d'aides en conséquence. La conseillère municipale estime que les personnes exilées ont pu servir de « boucs-émissaires » face à des problématiques plus profondes que toutes les villes post-industrielles rencontrent. Un taux de chômage élevé : 12,1 %, et, pour cause,

« *l'industrie locale qui y est moins développée qu'ailleurs* », détaille Delphine Léglise, du service Etudes de l'Insee. « *Depuis 20 ans, le Calaisis a perdu la moitié de ses emplois industriels* ». Les ateliers ancestraux de dentelle à Calais ont par exemple subi les difficultés du secteur du textile, en proie à la concurrence. Fin 2019, l'entreprise Deseilles est rachetée par une nouvelle société : 58 employés se retrouvent licenciés. Coup dur aussi dans le domaine de la chimie et de la métallurgie, avec la fermeture, en 2017, de l'usine Tioxide (production de dioxyde de titane), qui a entraîné la suppression de 108 postes. « *Ce sont autant de difficultés qui restent indépendantes de la crise migratoire* », souligne Delphine Léglise. Quoiqu'en disent certains acteurs économiques d'obédience souverainiste, les migrants ne peuvent pas être tenu pour responsables de toute la misère du monde, à commencer par celle de Calais.

Marie HOLLENDER et Tanguy PAPIN

155 millions

c'est la somme allouée à la ville de Calais après la signature du contrat territoire en 2015. En 2019, un bonus de 16,5 millions d'euros est alloué. Les fonds ont permis de financer un soutien au cœur de la ville (1,2 millions d'euros) et une partie du Dragon de Calais (8 millions d'euros).

Les terrains industriels partent comme des petits pains

Quand l'immobilier va, tout va. Les zones d'activités des Pins-Transmarck et de la Turquerie sont régulièrement occupées par des migrants, qui attendent de traverser la Manche. Fin novembre, un camp regroupant 34 personnes a été démantelé sur cette zone-même. Pourtant, ces terrains, situés au sud-est de Calais, constituent une belle opportunité commerciale pour les entreprises spécialisées en logistique. Et ce n'est pas la présence ponctuelle de migrants qui freinent leurs projets de développement. Eric Callebaut, chargé de mission pour l'agence Calais promotion se frotte les mains : « *85 % de la zone de Transmarck est vendue et la zone de la Turquerie connaît plus de demandes de parcelle que d'offre* ». Le géant du commerce en ligne Amazon a d'ailleurs choisi d'y installer un entrepôt de livraison qui devrait générer plus de 250 et 450 emplois directs et indirects. Deux autres sociétés de logistique CargoBeamer et Axtom ont également acheté des terrains sur ce site. Qui a dit que le Calaisis était en perte d'attractivité ?

« Le covid a fait bien plus de mal que les migrants »

À Calais, la présence des migrants n'influe pas vraiment sur le taux d'occupation des hôtels et restaurants. C'est plutôt les conséquences du Brexit et la situation sanitaire qui limitent les réservations.

Comme chaque mercredi matin, le livreur de linges de Calais se présente à l'Hôtel Particulier Richelieu. Aujourd'hui, le propriétaire de l'établissement, Benoît Grancier, n'est pas le seul à lui avoir passé une modeste commande. « *Les autres hôtels de la ville sont aussi en manque de clients* », lance le livreur au responsable, avant de continuer sa tournée. Un faible taux d'occupation sur lequel il ne faut pas se méprendre : « *Il ne faut pas se focaliser sur la présence des exilés* », affirme le secrétaire général de l'Union des Métiers et des Industries de l'Hôtellerie (UMIH Pas-de-Calais), Patrice Haultcoeur. « *En ce moment, ce sont surtout les obligations de test et de passeport, qui sont responsables de ce déficit de clientèle* ». Alors que les voyageurs anglais représentaient 40 à 60% des hôtels calaisiens avant le Brexit, ils ne représentent plus que 5 à 10% des réservations.

Un autre type de clientèle

Caroline, la gérante du restaurant La Buissonnière n'est pas mécontente de la crue 2021 de sa saison estivale : « *Cet été on a eu beaucoup de monde, avec des Belges et des Hollandais. Le Covid a fait bien plus de mal que les migrants et les clients se sont habitués à leur présence.* » Même constat pour Ludovic Deconinck, à la tête de la brasserie du Centaure, qui installe ses tables sur la place d'Armes. « *Le fait que les exilés soient là ou pas, ça ne change rien à mon chiffre d'affaires* ». Ironie du sort, l'hôtelier Benoît Grancier se souvient que le manque de touristes à Calais au moment de « *la Jungle* » était compensé par les nombreuses réservations des bénévoles d'associations, des journalistes et du personnel de l'État, présents sur place. Mieux encore, l'Hôtel Restaurant de la Plage, en front de mer, enregistre quant à lui cinq à six réservations chaque semaine pour loger... des migrants. Ce sont les associations humanitaires qui les prennent en charge. « *Ça ne remplit pas l'établissement, mais ça nous fait une clientèle pour l'hiver* », confie l'hôtelier.

Les sociétés de transport paient le prix fort

Les camions de marchandises représentent le meilleur moyen de traverser la Manche pour les migrants. En cas de contrôle, les amendes se paient au prix fort.

Pour les candidats à la traversée de la Manche, l'embarquement clandestin à bord des camions reste le principal mode de transport. Franck Zielinski, responsable d'exploitation de la firme calaisienne RDV Transport en est le témoin régulier : « *Il y a trois à quatre intrusions par mois.* » Même constat pour le chef d'exploitation de l'entreprise Polley pour qui « *cela arrive tous les jours.* » « *C'est tellement devenu une habitude, qu'on ne compte même plus* ». Les intrusions ont surtout lieu sur la rocade portuaire et l'autoroute A16, là où les bouchons sont fréquents devant l'entrée du tunnel. Sébastien Rivera, secrétaire général de la Fédération nationale des transporteurs routiers Pas-de-Calais, décrit le mode opératoire : « *Ils bloquent la route avec des barrages humains ou avec du matériel ; quand les camions sont à l'arrêt, ils forcent les portes arrière ou déchirent les bâches pour se cacher parmi la cargaison.* »

Des coûts supplémentaires

Les marchandises sont parfois endommagées. Chez RDV Transport, Franck Zielinski compte « *six litiges ouverts avec une entreprise qui*



Les migrants créent des ralentissements pour monter à bord des poids-lourds. ©AFP

exporte du pain sous-vide, et un coût de 6 000 euros par camion renvoyé à l'usine. « *Le plus gros dommage a été enregistré pour une grande marque de masques dont la marchandise a été saccagée, il y en aurait pour plus de 100 000 euros* ». Les contrôles de sécurité réalisés par les chauffeurs et les douaniers pèsent sur la fluidité de la circulation et immobilisent les marchandises plusieurs heures et, si les intrus ne sont pas détectés, l'addition est encore plus salée de l'autre côté de la Manche. Les douanes britanniques imposent aux propriétaires du camion une amende de 2 000 livres sterling (2 300 euros), pour chaque migrant retrouvé à bord. Une amende qui s'applique également aux chauffeurs, doublant la peine.

Marie HOLLENDER et Tanguy PAPIN

Le gaz au bord de la crise de manque

Les prix du marché du gaz ont été multipliés par six depuis le début de l'année. Une situation inédite qui pourrait bien entraîner des coupures dès janvier 2022.



La construction du gazoduc Nord Stream 2 risque d'accroître la dépendance au gaz russe ©AFP

La facture du gaz s'envole pour cinq millions de foyers français, avec une augmentation moyenne de 450 euros cette année. Après la dernière hausse mensuelle de 12,6 % du tarif réglementé du gaz naturel, le gouvernement a décidé de déployer un bouclier tarifaire jusqu'à fin 2022. En clair, les tarifs n'augmenteront plus. L'État amortit la hausse des prix, il lui en coûtera plus de 10 milliards d'euros, d'après le courtier Opéra Energie. Au-delà de ce mécanisme de protection, les prix d'importation du gaz, eux, ne cessent d'augmenter. Ils ont été multipliés par six depuis janvier 2021.

Ruée sur le gaz

Depuis la reprise industrielle post-épidémique, la demande mondiale a explosé. Carole Mathieu, chercheuse au Centre Énergie de l'Institut français des relations internationales (IFRI), explique : « C'est actuellement difficile d'attirer des cargaisons de gaz naturel liquéfié vers la France car la demande est forte

en Asie et en Amérique du Sud ».

Cette pression se poursuivra certainement au cours de l'hiver. « La majeure partie de l'approvisionnement se fait sur des contrats long terme aux tarifs préfixés avec Engie. Quand on parle de flambée des prix, cela concerne les importations de gaz naturel liquéfié sur les marchés spots, qui reposent sur l'offre et la demande », précise-t-elle.

Le gaz importé en France est principalement destiné aux secteurs du logement, de l'industrie et de la production d'électricité. Or la France importe tout son gaz de l'extérieur. Les principaux fournisseurs sont : la Norvège (40,6 %), la Russie (16,8 %) et l'Algérie (9,5 %).

Il serait illusoire de penser à changer la donne. « Même si on investissait aujourd'hui, on n'aurait pas les outils pour se passer du gaz », constate Carole Mathieu. En effet, les centrales à gaz produisent entre 7 et 9 % de l'électricité française. Julien Hoarau, spécialiste des marchés énergétiques chez Engie, détaille : « Avec le faible niveau de production nucléaire en ce moment, la de-

mande en gaz est très forte. La France dispose d'une capacité nucléaire installée de 60 GW. Pendant l'hiver de 2012, on avait eu des pics de demande à 100 GW. Ce qui signifie qu'on ne peut pas se passer des centrales à gaz. »

Le spectre d'une rupture

Le scénario de la rupture, jamais survenu dans l'histoire de l'approvisionnement en énergie, pourrait se réaliser début 2022. Carole Mathieu, chercheuse au Centre Énergie de l'IFRI se veut rassurante : « Il n'y a pas de risque de rupture physique du système d'approvisionnement mais les marges d'exploitations sont très faibles. »

Julien Hoarau renchérit : « L'approvisionnement dépend des mécanismes de marché du gaz, les pays qui détiennent les stocks les plus bas subiront des importations encore plus chères. » Le rapport d'analyse du réseau de transport d'électricité conditionne une éventuelle rupture à un enchaînement de facteurs : les conditions météorologiques, la progressive remise en service des réacteurs nucléaires et la volatilité des cours du gaz naturel liquéfié.

En France, il existe un plan d'urgence en cas de crise gazière. Il prévoit des économies d'énergie et la possibilité de couper momentanément l'approvisionnement de quelques grands clients industriels. Toutefois, le réseau de transport électrique se veut rassurant, les coupures seront « séquencées et pilotées avec un impact localisé et limité dans le temps. » En d'autres termes, il faudra se préparer à se passer de gaz durant des séquences de deux heures. Les consommateurs individuels dits « sensibles » ne devraient cependant pas être concernés.

Marie MAISON

Le coût explosif du nucléaire français

Le nucléaire français a retrouvé ses lettres de noblesse après les annonces d'Emmanuel Macron. Présentée comme décarbonée et peu chère, l'énergie atomique continue de faire débat.

Tâchée à la fois d'excellence française par ses partisans et de gouffre économique par ses détracteurs, l'énergie nucléaire revient sur scène. Face aux défis et aux échéances du changement climatique, l'énergie de l'atome apporterait une solution décarbonée à un prix réduit. Aujourd'hui, selon le Réseau de Transport Électrique (RTE), filiale d'EDF, 64 % de l'électricité produite quotidiennement en France vient du nucléaire. Sur le territoire français, on compte pas moins de 56 réacteurs, avec une capacité de production de 136,2 GW en 2020. Le parc nucléaire national est le deuxième plus puissant au monde, derrière les États-Unis. Mais à quel prix ?

Un prix de revient à dimension variable

Tout d'abord, démêlons les chiffres. Aujourd'hui, EDF produit de l'électricité issue de l'énergie nucléaire au tarif de 32 €/MWh, alors que la Cour des comptes estime son prix de revient à 49 €/MWh. Ludovic Dupin, porte-parole de la SFEN

(Société française Énergie nucléaire), détaille : « *Il y a tout d'abord un coût « cash », c'est-à-dire le coût de l'électricité à la sortie d'une centrale, et il y a le prix de l'ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique), dispositif qui permet à tous les fournisseurs alternatifs de s'approvisionner auprès d'EDF dans des conditions fixées par les pouvoirs publics.* » Le coût cash proposé par EDF est de 32 €/MWh, alors que l'offre de l'ARENH, qui prend en compte la rétribution d'EDF, est de 42 €/MWh. Ces prix sont valables pour l'énergie nucléaire produite dans les centrales actuellement en service. En revanche, ces tarifs ne prennent pas en considération les futures centrales nucléaires équipées d'un réacteur EPR. Pour cette génération, le tarif est estimé entre 60 et 90 €/MWh. Mieux encore, le chiffre de 110 €/MWh est évoqué pour l'énergie qui sera produite par la centrale de Flamanville, en Normandie. Elle est pointée du doigt pour ses dix ans de retard et pour l'explosion de ses coûts. Le réacteur aurait dû être activé en 2012 et coûter 3,3 milliards d'euros, alors qu'aujourd'hui, selon la Cour



On compte 18 sites nucléaires en France. ©AFP

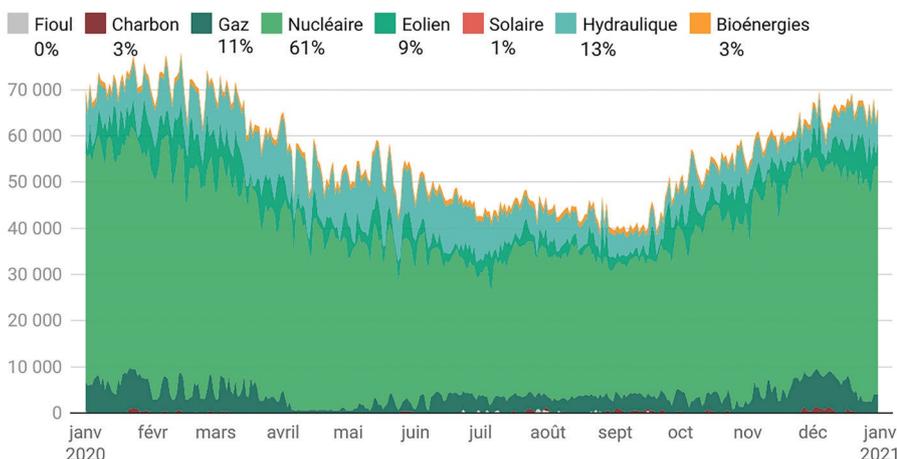
des comptes, la facture frôle plutôt les 20 milliards. Avocat inlassable du nucléaire, Ludovic Dupin estime que ce coût et ce retard seront aisément amortis de lors que les EPR seront produites en série.

Le coûteux lifting des centrales françaises

Le temps est un facteur essentiel pour l'exploitation des centrales nucléaires. Leur vie moyenne est estimée à 40 ans. Or, une grande partie du parc des réacteurs français a été bâti dans les années 80 et arrive donc en fin de vie, d'où le projet de construction de six nouveaux EPR et le lancement du projet « *grand carénage* » d'EDF. Il vise à prolonger la durée d'exploitation des réacteurs jusqu'à 50 ou 60 ans. Une opération dont le prix est estimé par EDF à 49,4 milliards d'euros, et par la Cour des comptes à 100 milliards. Bernard Laponche, président de l'association de défense de l'environnement Global Chance, réfute ces chiffres et demande un changement de stratégie. « *L'effet de série n'a jamais été constaté : après l'échec de la construction du premier EPR, pourquoi devrions-nous en commander six de plus ?* » En outre, ces chiffres ne prennent pas totalement en compte le coût du démantèlement des centrales et celui de la gestion des déchets. Au final, la véritable addition du nucléaire français pourrait être radioactive.

Production d'électricité par filière

Année 2020



Graphique: Francesca Vinciguerra • Source: Impact 2021 • Créé avec Datawrapper

Francesca VINCIGUERRA

Canal+ tope avec le cinéma français

La chaîne cryptée et le 7^e art ont conclu un accord de 600 millions d'euros sur trois ans. En contrepartie de cet engagement financier, le délai est raccourci entre la sortie en salle d'un film et sa diffusion télé.



La chaîne cryptée augmente son financement pour faire face à la concurrence des plateformes de streaming. ©AFP

Le mariage durera donc trois ans de plus. Canal+ a annoncé avoir trouvé un accord avec les principales organisations du cinéma français. Le financeur historique investira quelques 600 millions d'euros échelonnés sur trois ans, soit environ 190 millions par an.

Ainsi, le financement revient à hauteur de ce qu'il était en 2015, alors qu'il n'est actuellement que de 160 millions. Le signataire du chèque Maxime Saada, PDG du groupe Canal+ s'en est félicité, le 2 décembre, dans une interview aux Echos : « *Il n'existe pas de modèle de financement comparable dans le monde avec un acteur, qu'il soit public ou privé, qui finance une part si importante de la création de son pays. C'est tout cela que nous voulons pérenniser en signant cet accord majeur avec le cinéma français.* »

Histoire de rassurer les organisations du 7^e art, le mode de financement change également. Il deviendra fixe alors qu'il était auparavant

indexé aux revenus engendrés annuellement par la chaîne Canal+.

Donnant-donnant

Cette augmentation significative de la contribution de Canal+ n'est en rien philanthropique. Il permet à la chaîne cryptée de rester en tête de la diffusion télévisuelle du cinéma face à la concurrence des plateformes de streaming (Netflix, Prime Video et Disney+). Canal+ a ainsi réussi à avancer la diffusion sur le petit écran d'un film sorti en salle dans un délai ramené de neuf à six mois. Cerise sur le gâteau, durant une période de 9 mois, Canal+ sera le seul à pouvoir diffuser ce film sur ses écrans. Dans le jargon de l'audiovisuel, cette hiérarchie de diffusion s'appelle la chronologie des médias.

Flashback à partir des années 1960. La télévision prend une place importante

dans le paysage audiovisuel. Les Français vont moins en salle de cinéma et préfèrent le confort de leur chez-soi pour regarder un film sur leur petit écran. En 1982, le gouvernement Mauroy détermine un délai obligatoire entre l'exploitation dans les salles obscures et la diffusion télévisuelle. Le mécanisme existe encore aujourd'hui. Olivier Zegna-Rata, directeur général du Syndicat des producteurs indépendants (SPI) explique : « *La France est le seul pays au monde à avoir une véritable réglementation, inscrit dans la loi, avec cette chronologie.* »

Un seul véritable gagnant

L'arrivée des plateformes de streaming et de leurs dollars a bouleversé un ordre bien établi. D'autant plus depuis l'entrée en vigueur d'un décret en juillet 2021, obligeant les plateformes à financer le cinéma français à hauteur de 20 à 25 % de leur chiffre d'affaires en France. En contrepartie, ces nouveaux acteurs veulent diffuser plus rapidement les films après l'exploitation en salle.

Pour l'heure, leur délai est de 36 mois. Le gouvernement voudrait le passer à 12 mois alors que la chaîne cryptée milite pour 15 mois. Avec le nouveau contrat signé, Canal+ accroît son financement de 30 millions d'euros par an afin de tenir à distance les plateformes. Une clause dans le contrat stipule que si le délai pour les services de streaming passe à 12 mois, Canal+ reviendrait à son financement classique de 160 millions d'euros. Si cela arrive « *Netflix, Prime et Disney+ devront obligatoirement rajouter les 30 millions d'euros manquants* », reconnaît Olivier Zegna-Rata. En somme, un seul véritable gagnant : le cinéma français.

Adrien BACON

Musique en ligne : à qui profite le stream ?

En novembre, le leader mondial de streaming musical Spotify annonçait une hausse de 19 % de ses utilisateurs : 550 millions. Ils rapportent en moyenne 4,43 euros chacun. Si le streaming explose, le revenu des artistes ne suit pas.

Un clic sur votre smartphone, et le son d'une vieille caisse enregistreuse, rejoint par la basse de Roger Waters, résonne dans vos oreilles. Pendant que vous écoutez, quelques centimes passent de main en main. Mais *Money* n'a pas attendu Spotify pour rendre riches les Pink Floyd. Ou plutôt, les Pink Floyd n'ont pas attendu Spotify pour devenir riches. Et ils ont bien fait.

Sur les 21,6 milliards de dollars de revenus engrangés par la musique en 2020, 62,1 % provenaient du streaming. Pour autant, le système économique des grandes plateformes - Apple, Amazon, Spotify - n'est pas viable pour la très large majorité des créateurs. Et pour cause : les taux de rémunérations des artistes sont extrêmement bas. De 0,001 à 0,01 euro par écoute comptabilisée.

Pour rétablir l'équité, d'autres modèles voient le jour et certains sites sont peut-être en train de changer la donne.

« User centric » : le modèle qui donne le la ?

« Le problème est le modèle de rétribution "market centric", basé sur les parts de marché », explique Julien Philippe, co-fondateur du label Antipodes Music. « Même si vous n'avez jamais écouté Damso ou Jul, votre abonnement servira à les rétribuer, parce que c'est ce que la majorité des gens écoutent », déplore-t-il.

Les producteurs indépendants et les plateformes Deezer et Tidal soutiennent un autre système : le modèle « user centric », basé sur la consommation réelle des utilisateurs, qui permet de rémunérer les artistes selon le nombre de fois où ils sont écoutés. Le stream, enfin sur la bonne voie ?



Deezer et Qobuz rémunèrent mieux qu'Apple. ©R. Bazile

Julien Philippe va plus loin et propose de prendre en compte la durée d'écoute : « Comment être rémunéré à hauteur de son contenu avec un titre de 20 minutes, dans le classique par exemple, contre 3 minutes dans les musiques actuelles ? ». La plateforme Soundcloud l'a fait ! Adieu le pot commun, voilà 25 % de plus dans la poche des artistes indépendants. Suzanne Combo, fondatrice de la Guild

des artistes de la musique, pointe cependant un autre paramètre à prendre en compte : « Un abonnement payant est bien plus rémunérateur qu'une écoute sans abonnement. » Streamer de manière responsable repose-t-il uniquement sur l'auditeur ?

« Les plateformes doivent réduire leur part »

En attendant la révolution, des alternatives existent. Bandcamp donne le ton : « Les fans ont payé 846 millions de dollars aux artistes. » Voilà ce qu'on peut lire sur ce site ouvert à tous les artistes, autorisés à vendre leur musique comme ils l'entendent. Tous les vendredis des deux dernières années, la plateforme a renoncé à sa commission de 15 % et a laissé l'intégralité de la recette aux créateurs. Sophian Fanen, journaliste et auteur de *Boulevard du stream : du MP3 à Deezer*, la musique libérée, estime qu'une telle opération serait inenvisageable sur d'autres plateformes : « La seule chose qu'elles pourraient faire c'est réduire la part de 30 % qu'elles prennent sur les revenus. Elles n'en ont pas l'intention. »

Alors pour soutenir financièrement les artistes, rien ne remplacera l'achat de musique physique ou MP3 auprès du label ou de l'artiste : « Cela permet de faire sauter deux maillons de la chaîne : la plateforme de stream et le distributeur », encourage Sophian Fanen. Si le streaming a fait perdre à la musique un peu de sa valeur économique, l'auteur se veut rassurant : « Elle n'a perdu ni sa valeur culturelle, ni sa valeur émotionnelle. » Ce qui ne fait pas pour autant les fins de mois des artistes.

Mathilde COLLET

Le Deliveroo occitan de la lunette

À seulement 35 ans, il est devenu un entrepreneur à succès. Maxime Sournac dirige quatre magasins Optical Center en Haute-Garonne et dans l'Aude et depuis un mois, une boutique mobile qui vient à la rencontre des personnes isolées à domicile et dans les Ehpad.

Avec ses quatre magasins, Maxime Sournac n'a pas pris la grosse tête. Il mène un combat : celui de la lutte contre la désertification médicale.

Il y a un mois, ce franchisé de l'enseigne Optical Center lance « l'OC mobile », un camion équipé de matériel auditif et optique qui se déplace de ville en ville : sur les places des mairies, à domicile, dans les Ehpad. L'objectif, lutter contre l'isolement sanitaire des personnes seules ou âgées : « *Une partie des clients ne pouvait plus se rendre en boutique. Alors nous avons décidé d'aller au plus proche d'eux et parfois même au bord de leur lit. C'est une véritable aventure humaine.* »

Des déplacements dans l'Aude et en Haute-Garonne

De l'examen optique ou auditif, à la réparation des lunettes ou des appareils jusqu'à la livraison, tout est réalisé dans ce camion. Sur place, un opticien et un audioprothésiste diplômés accueillent les clients. Par jour, « l'OC mobile » reçoit entre trois à quatre personnes et se déplace dans l'Aude et en Haute-Garonne. Jusqu'à quatre à cinq allers-retours sont parfois réalisés pour couvrir les deux départements. Les frais de déplacement ne sont pas facturés. À son lancement, les employés se sont montrés enthousiastes : « *J'ai eu de suite deux candidatures spontanées. Je cherchais des gens à l'aise, tournés vers les autres.* »

À « l'OC mobile », « *il n'y a pas de routine il faut être débrouillard* ». L'initiative rencontre aujourd'hui un franc succès. Le planning est rempli pour le mois de décembre. Cette offre itinérante est un soulagement pour les Ehpad inquiets



Maxime Sournac mène un combat : celui contre la désertification médicale. ©Maxime Sournac

de ne pas pouvoir déplacer leurs résidents vers des professionnels situés à plusieurs dizaines de kilomètres.

Quatre magasins et une équipe de 30 personnes

Sorti des bancs de l'école d'optique de Toulouse en 2008, ce natif de Mirepoix en Ariège, devient salarié d'Optical Center pendant deux ans puis manager d'une boutique dans la ville rose. Il monte ensuite à Paris en tant qu'animateur réseau de magasins et décide de prendre son envol en 2016 en devenant franchisé.

Issu d'une famille de commerçants, ce cheminement vers l'entrepreneuriat était pour lui une évidence. La croissance ne s'est pas faite attendre : « *En cinq ans, on est passés de trois employés à 30. C'est une immense fierté, je veux aider le plus de monde à gravir les échelons comme je l'ai fait, je crois beau-*

coup en la jeunesse », s'enthousiasme Maxime Sournac. Castelnau-d'Audoubert, Revel, Plaisance-du-Touch et dernièrement Limoux : le franchisé est présent en Haute-Garonne et dans l'Aude.

Si l'Occitanie reste son principal terrain d'action, d'autres projets sont prévus à l'agenda de cet entrepreneur occitan. Et notamment une mission humanitaire avec sa compagne. « *Nous avons récupéré beaucoup d'équipements optiques et audios hors d'usage mais encore en bon état. Nous aimerions aller en Algérie et en Afrique les redistribuer à ceux qui en ont besoin* ». La date de ce périple n'est pas encore arrêtée précisément : la première étape consistera à rejoindre une ONG spécialisée dans ce genre de mission. Mais dans l'immédiat, un autre projet d'envergure est à l'étude avec l'arrivée d'un troisième membre de la famille...

Cyrielle LE HOUËZEC